

BUREAU DU CONSEIL DE LA NATION
Soutien à l'approche du Président Tebboune dans l'édification de la nouvelle République

P. 24

FFS
Le Président Tebboune est "réceptif et très à l'écoute"

P. 24

ETHIQUE DU SERVICE PUBLIC
Appel à la révision du mode de gestion de l'administration

P. 4

JOURNÉE DU CHAHID

Une commémoration marquée par le retour du débat sur la question mémorielle

La commémoration de la Journée nationale du Chahid, le 18 février, intervient cette année dans une conjoncture particulière marquée par le débat sur la question de la Mémoire, relancé suite à la publication récente du rapport de l'historien français Benjamin Stora sur la colonisation et la guerre de Libération nationale. Demandé par le président français dans le cadre d'un travail sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, le rapport Stora, portant plusieurs préconisations pour un "rapprochement mémoriel" entre l'Algérie et la France, a essuyé de vives critiques de la part tant d'universitaires et d'historiens des deux rives, que de représentants de la société civile.

P. 3
DKnews-APS



COVID-19 - VACCIN

Réception de près d'un million de doses de vaccin fin février 2021
(ministre)

P. 10

MORALISATION DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Le rapport final soumis au Gouvernement la semaine prochaine
(Rezig)

P. 6

SYNDICATS AUTONOMES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Appel au plafonnement du volume des cours hebdomadaires

P. 24

SANTÉ

DÉPRESSION

Les hommes et les femmes différents

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

Le match CR Belouizdad-Mamelodi Sundowns maintenu au 23 février (club)

P. 21



FOIRE D'ART "INTERSECT 21" DE CHICAGO

"Diwaniya Art Gallery" représente six artistes algériens et étrangers

P. 16

MDN

ACTIVITÉS DE L'ANP

Arrestation de 50 narcotrafiquants et saisie de 359 kg de kif en une semaine

P. 24

TRIBUNAL DE CHÉRAGA

Hichem Aboud condamné à 7 ans de prison ferme, Meghzi et Kharrat à 2 ans dont un avec sursis



Le Tribunal de Chéraga (Alger) a prononcé mercredi une peine de sept (7) ans de prison ferme avec l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Hichem Aboud et une peine de deux (2) ans de prison dont un (1) avec sursis contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor, avec la confiscation de tous les biens saisis.

Le tribunal n'a pas retenu la charge d'"atteinte à l'unité nationale" contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor. Les trois prévenus étaient accusés par le dénommé Sofiane, fils du Général-major à la retraite, Khaled Nezzar, d'avoir divulgué des informations confidentielles sur sa famille (Nezzar).

Ils étaient également poursuivis pour "atteinte à l'unité nationale" et "participation à une entreprise de démoralisation de l'armée".

Le procureur de la République près le tribunal de Chéraga avait requis, la semaine dernière, des peines de dix (10) ans de prison contre Hichem Aboud et de quatre (4) ans contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor.

TRIBUNAL CRIMINEL D'OUARGLA

Des peines de cinq ans de prison ferme à la perpétuité contre des narcotrafiquants

Une peine de réclusion à perpétuité a été prononcée par contumace mercredi par le tribunal criminel près la Cour de Ouargla à l'encontre d'un individu répondant aux initiales M.Z pour les chefs d'inculpation de gestion et organisation pour export et import illégaux de drogues dans le cadre d'une bande criminelle.

La même juridiction a prononcé, en audience, une sentence de cinq (5) ans de prison ferme à l'encontre de ses deux acolytes, en l'occurrence, les nommés Amer.M (38 ans) et Adel.M (26 ans).

L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, au mois de janvier 2020, lorsque les services de la sûreté de wilaya d'El-Oued, agissant sur informations faisant état de transport de stupéfiants entre El-Oued et Ouargla pour l'acheminement ensuite vers les frontières libyennes, ont pu infiltrer la bande criminelle, appréhender les mis en cause et mettre la main sur une quantité de 67 kg de kif traité au niveau d'une palmeraie au quartier Sidi-Amrane à Ouargla. Le ministère public avait requis dans cette affaire, la réclusion à perpétuité à l'encontre de l'ensemble des mis en cause.

BOUIRA

Un agent de Sonelgaz meurt électrocuté à Bir Ghalou

Un agent du district d'électricité relevant du service d'exploitation de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (DDE) de Bouira a trouvé la mort mercredi lors d'une intervention sur une ligne de haute tension à Bir Ghalou (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Agé de 46 ans, l'agent de Sonelgaz est mort électrocuté, alors qu'il intervenait sur une ligne de haute tension au lieu-dit Haouch Vitour à Bir Ghalou, a-t-on ajouté de même source. "Le quadragénaire est originaire de Beni Slimane relevant de la wilaya voisine de Médéa", a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef. Le corps sans vie de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital d'Ain Bessam (Ouest de Bouira). Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

JOURNÉE DU CHAHID

Le Musée Central de l'Armée célèbre la journée



Le Musée Central de l'Armée a organisé mercredi une cérémonie sous le thème "18 février... message du Chahid aux nouvelles générations", en hommage aux glorieux chouhada de l'Algérie à l'occasion de la Journée nationale du Chahid, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Cette manifestation a été présidée par le Général-Major Boualam Maddi, directeur de la Communication, de l'Information et de l'Orientation de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, en présence d'officiers et de cadres de l'Armée Nationale Populaire, de professeurs universitaires et d'élèves de quelques établissements d'enseignement, a précisé la même source. Cet événement a vu la projection d'un film documentaire sous le titre "Pour ne pas oublier nos martyrs", d'une intervention du professeur Yahiaoui Djamel, de témoignages de moudjahidine, ainsi qu'une exposition photographiques organisée au niveau du hall du musée.

MÉDÉA

Plus de 3400 logements distribués à travers différentes communes

Plus de 3400 logements, toute formule confondue ont été distribués mercredi à travers plusieurs localités de la wilaya de Médéa, après examen des recours introduits par des citoyens, suite à l'affichage, début janvier des listes des bénéficiaires, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. L'opération de remise des clés au profit des bénéficiaires de ce quota de logements s'est déroulée au niveau des différents sites d'implantation de ces logements, localisés dans les communes de Draa-Smar, Seghouane, Ksar-el-Boukhari, Saneg, Maghraoua, Bougezou, Ouled Maaref et El-Aouinet, a-t-on signalé.

Le quota distribué est composé de 3247 logements publics locatifs (LPL), 156 logements location vente et 32 logements promotionnels aidés (LPA) soit un total de 3435 unités, a ajouté la même source, précisant que d'autres logements dont les listes de bénéficiaires sont toujours à l'étude seront distribués, dès l'achèvement des procédures administratives.

TRANSPORT FERROVIAIRE

La SNTF rassure ses employés sur la préservation de leurs acquis socioprofessionnels

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a rassuré, dans un communiqué, ses employés quant à la préservation et le maintien de leurs acquis socioprofessionnels. L'entreprise a également assuré que la régularisation des déroulements des carrières à tous les niveaux "est actuellement prise en charge dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions relatif à la gestion des ressources humaines, mis en place par la direction générale". Elle a, par ailleurs, souligné que la gestion des œuvres sociales, notamment le volet concernant l'octroi des prêts et secours, régit par l'instruction du 10 novembre 20 09, actualisée par la note du 19 novembre 2019, "reste en vigueur et ce, jusqu'à l'assainissement de la situation des œuvres sociales, suite aux réserves émises par le commissaire aux comptes".

EL BAYADH

Deux morts dans un accident de la route

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu mercredi dans la commune de Brizina (wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris auprès des services de la protection civile. L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN 107) à l'entrée sud de Brizina suite à une collision entre un véhicule utilitaire et un motocycle causant la mort de deux personnes âgées de 10 et 41 ans qui étaient à bord de la moto. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de la polyclinique de Brizina.

Les services de la sûreté compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

SONATRACH

Nouvel accord collectif



Un nouvel accord collectif conclu mardi entre la direction générale de Sonatrach et le syndicat national de cette compagnie, vise principalement à compléter l'accord collectif du 19 février 2019 relatif aux titulaires des diplômes "BAC+3 ans" ainsi que la régularisation de la situation professionnelle des travailleurs titulaires de diplômes supérieurs "BAC+3 ans" (six semestres) ayant l'intitulé autre que la licence LMD et le DEUA, note la même source.

D'autre part, cet accord comprend la révision des montants de plusieurs indemnités telles que celles de travail posté, de nuisances, de nourriture ainsi que l'indemnité transitoire zone industrielle nord (ITZIN). Le communiqué rappelle par ailleurs que les travaux de la Commission de la convention collective relatifs à la révision du régime indemnitaire vont se poursuivre "incessamment".

ALGER

Le 14^e Salon international de l'optique et de la lunetterie du 4 au 6 mars prochain

La 14^e édition du Salon international de l'optique et de la lunetterie d'Alger (SIOL'Alger) se tiendra du 4 au 6 mars prochain, indiquent mardi les organisateurs.

Placée sous le parrainage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, cette édition se tiendra à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de la restauration, a précisé RH.

International Communication, organisateur de ce rendez-vous professionnel qui revient après une année d'absence pour des raisons liées à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Le SIOL'Alger sera un "espace ouvert qui permettra aux fabricants de verres nationaux et internationaux, fournisseurs, distributeurs, représentants des différentes marques étrangères, matériels et équipements pour ophtalmologistes, opticiens et optométristes, de se rencontrer", précise la même source, soulignant que les derniers produits et innovations en termes de montures, verres, lentilles de contact, outils et composants, ainsi que des équipements techniques y seront exposés.

ANNABA

Saisie de plus de 9 kg de cannabis à l'Est du pays

Une quantité de 9,553 kg de drogue (cannabis) a été saisie et deux (02) individus impliqués dans le trafic de stupéfiants à l'Est du pays ont été mis hors état de nuire, rapporte mardi un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya d'Annaba.

L'opération a été menée par la brigade du service régional Est de lutte contre le trafic de drogue et des stupéfiants, dont le siège est situé à Annaba, indique le document, précisant que les suspects sont membres d'un réseau activant dans plusieurs wilaya du pays.

Des dispositions juridiques ont été prises, en coordination avec le procureur de la République, à l'encontre des mis en cause, âgés entre 30 et 40 ans, conclut le communiqué.

JOURNÉE NATIONALE DU CHAHID

Une commémoration marquée par le retour du débat sur la question mémorielle

La commémoration de la Journée nationale du Chahid intervient cette année dans une conjoncture particulière marquée par le débat sur la question de la Mémoire, relancé suite à la publication récente du rapport de l'historien français Benjamin Stora sur la colonisation et la guerre de Libération nationale.

Demandé par le président français dans le cadre d'un travail sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, le rapport Stora, portant plusieurs préconisations pour un "rapprochement mémoriel" entre l'Algérie et la France, a essuyé de vives critiques de la part tant d'universitaires et d'historiens des deux rives, que de représentants de la société civile.

Le Pr Hassan Remaoun, dans un entretien accordé à l'APS, estimait que ce rapport n'est en aucun cas "l'élaboration d'une nouvelle version de l'histoire coloniale française en Algérie et de la guerre d'Algérie". Les "excuses ou une repentance" de la France "ne rendraient pas justice à tout ce que notre peuple a subi", avait-il souligné, soutenant qu'une "reconnaissance des crimes commis pourrait cont ribuer à l'apaisement des relations entre les deux peuples".

L'historien Mohammed Ould Si Kaddour El-Korsoa, de son côté, opiné

que le rapport de l'historien français devrait d'abord interpeller la classe politique française pour qu'elle se "réconcilie avec sa propre histoire", considérant que la "guerre des mémoires" est, avant tout, une guerre entre "mémoires françaises". Pour sa part, le SG par intérim de l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM), Mohand Ouamar Benelhadj, a estimé que le rapport de Stora a "occulté" les crimes coloniaux, soulignant que le "contexte d'élaboration du rapport laisse supposer que Stora a trahi ses idées et qu'on lui a imposé le texte pour des raisons purement politiques".

Le SG l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), Tayeb El Houari, a, quant à lui, affirmé que ce rapport était un "prolongement" des dispositions de l'article 3 de "la loi du Parlement français glorifiant la colonisation".

Le rapport de Stora a été aussi battu en brèche par des historiens et

universitaires français dont le politologue et universitaire Olivier Le Cour Grandmaison, qui a souligné que si la France et le président Macron "excluent toute reconnaissance des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au cours des 130 ans de colonisation de l'Algérie, c'est aussi parce que le rapport rendu par le conseiller-historien Benjamin Stora, tranche en ce sens".

Le chercheur en Histoire, Gilles Manceron, a, lui, qualifié la réaction de la France officielle qui refuse repentance et excuses envers l'Algérie, "d'inquiétante", faisant référence au tweet de la présidence de la République française, qu'il avait fait juste après la remise du rapport de Stora, dans lequel il est mentionné "des actes symboliques sont prévus, mais ni repentance, ni excuses".

L'ancien combattant et militant anticolonialiste, Henri Pouillot, a relevé, dans une contribution parue dans le journal français en ligne Mé-

diapart, que le rapport de Benjamin qui "semble beaucoup minimiser les enfumades, les répressions sommaires qui se sont poursuivies, férocées, à chaque contestations des effets de la barbarie du colonialisme". Par ailleurs, la question mémorielle est placée au centre des préoccupations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis son investiture à la tête de la magistrature suprême du pays. Ce dernier avait souligné, quelque mois après son investiture, que "l'intérêt accordé à la mémoire nationale" est un "devoir national sacré ne tolérant aucun marchandage et qui restera en tête des préoccupations de l'Etat afin d'immuniser la personnalité nationale, par fidélité aux martyrs de la glorieuse Révolution de Novembre et aux moudjahidines".

Les engagements du président Tebboune en matière mémorielle se sont traduits par le lancement, au cours d'une cérémonie officielle or-

ganisée à la veille du 66ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, de la chaîne de la Mémoire, spécialisée dans l'histoire de l'Algérie, et par le fait d'avoir décrété le 8 mai de chaque année "Journée nationale de la Mémoire". L'enseignant d'histoire à l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, Dr Sadaoui Mustapha, a estimé que la "guerre des Mémoires" qui persiste est "franco-française", soulignant que "c'est entre deux mémoires françaises, une mémoire de la France révolutionnaire, chantre des principes de la liberté, égalité, fraternité, et de la France coloniale qui a piétiné ces principes et ces idéaux en Algérie et dans d'autres colonies". Commentant la symbolique de la journée du Chahid qui est commémorée chaque 18 février, l'universitaire estime que pour le jeune algérien "il doit en avoir plusieurs journées, tous les jours entre le 1 novembre 1954 et le 5 juillet 1962 sont des journées de Chahid".

Une banque de données pour récolter les témoignages des moudjahidines de la wilaya 4 historique (Fondation)

Une banque de données inhérente aux témoignages des moudjahidines ayant activé au niveau de la wilaya 4 historique est en cours de réalisation en vue de préserver la mémoire collective et de permettre aux chercheurs en histoire d'en tirer profit, a affirmé mardi à Bathia (75 km au sud de Ain Defla), la vice-présidente de la Fondation de la mémoire de la wilaya 4 historique.

« Nous nous attelons, depuis quelque temps, à mettre en place une banque de données inhérentes aux témoignages des moudjahidines, encore en vie, ayant activé au niveau de la wilaya 4 historique en vue de préserver la mémoire collective et de permettre aux chercheurs en histoire d'en tirer profit », a précisé Naïma Mehdi au cours d'un hommage rendu aux moudjahidines de la région de Bathia ayant fait des témoignages se rapportant à la révolution armée.

Placée sous le slogan « unissons-nous pour préserver la mémoire de nos aïeux », cette opération vise à collecter le maximum de témoignages de moudjahidines dans le but de contribuer à « la pérennité du message de novembre ».

Selon elle, cette banque de donnée hébergée (une sorte de plateforme numérisée), dotée d'un logiciel d'exploitation ainsi qu'une base de données de chaque moudjahid ayant fait un témoignage, permettra à toute personne en quête d'informations d'y accéder, atteignant l'axe de recherche souhaité. S'attardant sur

l'hommage rendu aux moudjahidines ayant fait des témoignages se rapportant à la révolution armée, elle a souligné que cet état de fait constitue la « moindre des choses » susceptibles d'être faites à des personnes dont le souci consiste à contribuer à éclairer l'opinion (nationale et internationale) sur un sujet d'une importance capitale.

« Depuis 1998, des moudjahidines ayant pris part à la révolution armée ont pris attache avec la fondation de la mémoire de la wilaya 4 historique, ne ménageant aucun effort pour nous éclairer sur bien des aspects, c'est pourquoi, nous avons jugé opportun de leur remettre un CD contenant l'intégralité de leurs témoignages », a-t-elle fait savoir. Pour elle, les témoignages faits, le plus souvent, de manière spontanée de la part des acteurs (encore en vie) ayant pris part à la révolution armée attestent de la confiance placée en la fondation de la wilaya 4, observant que cet acte contribue à tisser des passerelles entre l'actuelle génération et celle de novembre 1954. « Les moudjahidines se sont assurément données à fond car après avoir pris les armes pour s'élever tel un seul homme contre l'inducteur, ils se sont investis, au lendemain de l'indépendance, dans l'action visant l'édification du pays, n'hésitant pas, au passage de faire des témoignages sur ce pan de l'histoire de l'Algérie », s'est-elle félicitée.

Et d'ajouter à l'adresse de la vingtaine de moudjahidines présentes : « Ces témoignages (sonores) représentent bien des aspects pour

vous et je n'exagérerais point en affirmant que vous allez les préserver comme la prune de vos yeux, laissant le soin à nos enfants et petits-enfants de les perpétuer et, par ricochet, contribuer à la préservation de la mémoire collective », a-t-elle noté.

D'autres opérations du genre toucheront des régions de la wilaya 4 à la faveur de la célébration d'événements se rapportant à la révolution armée et au combat héroïque du peuple algérien visant son indépendance, a-t-elle fait savoir.

Observant que la collecte des témoignages des moudjahidines ayant pris part à la révolution n'est guère une opération facile, le responsable de l'antenne locale de la Fondation de la mémoire de la wilaya 4 historique, Belghalem Boukadoum, a invité ceux qui sont encore en vie à se rapprocher de la fondation en vue de contribuer à « la pérennité du message de novembre ».

« La collecte des témoignages des moudjahidines ayant pris part à la révolution armée est loin de constituer une sinécure. C'est un travail de longue haleine au regard d'un certain nombre de paramètres qu'il y a lieu de prendre en ligne de compte, mais en dépit de cela nous restons attentifs à tout ce que nos frères peuvent nous dire à ce propos », a-t-il soutenu. Relevant que la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a emporté bien de moudjahidines, elle a invité ceux qui sont encore en vie à se rapprocher de la fondation en vue de contribuer à

« la pérennité du message de novembre à la faveur de passerelles tissées avec la jeune génération ». D'autres opérations du genre toucheront des régions de la wilaya 4 à la faveur de la célébration d'événements se rapportant à la révolution armée et au combat héroïque du peuple algérien visant son indépendance, a-t-elle fait savoir. Le SG de l'antenne de l'Organisation Nationale des Moudjahidines (ONM) de Tissemsilt, Redhouane Touak, a, pour sa part, mis en exergue les sacrifices des martyrs dans le recouvrement de l'indépendance du pays. « Près de 60 ans après le recouvrement de l'indépendance du pays, des informations font état, de temps à autre, de la découverte cimetières collectifs attestant des sacrifices consentis pour le recouvrement de l'indépendance du pays », a-t-il souligné, exhortant les jeunes générations à s'inspirer du parcours de leurs glorieux aïeux et à marcher dans leur sillage. Lui emboitant le pas, le moudjahid Bachir Chérif Ahmed a mis l'accent sur la nécessité, pour les jeunes, de s'armer de la science et du savoir dans le processus visant l'édification du pays, faisant état de plus de 1 000 martyrs dénombrés à Bathia et ses environs. La démarche lente (nombre d'entre eux sont des octogénaires), les moudjahidines de la région de Bathia n'en ont pas moins salué l'initiative de la Fondation de la wilaya 4 historique, faisant part de leur volonté à contribuer à toute action visant la consolidation de l'unité des enfants du pays.

"Bir Djeneb" (Chlef), un témoin silencieux des sacrifices des chouhada et des crimes coloniaux

"Bir Djeneb", un site naturel de la région d'Ouled Abdallah, relevant de la commune de Boukadir (25 km à l'ouest de Chlef) est l'un des témoins historiques des sacrifices consentis par des chouhadas de nombreuses wilayas du pays, qui demeure à ce jour, silencieux sur les crimes coloniaux.

Des chercheurs et des témoins estiment que "Bir Djeneb" requiert des études et des recherches susceptibles de lever le voile sur les secrets enfouis dans ce lieu, dont les profondeurs portent, à ce jour, les ossements des martyrs de la Révolution.

"Ce puits restera le témoin silencieux de l'exécution par l'armée française, en 1957, de huit valeureux martyrs de cette région, dont Brahim Kaidjounia, Djafer Abed, Attou Tahar, Aïssa Serandi et son fils Abderrahmane", a indiqué Abdelaziz Saber, chercheur dans l'histoire de la région.

Il a souligné l'impératif effectuer des recherches historiques et des

études approfondies sur les différents crimes commis dans ce lieu et de déterminer le nombre réel de chouhada, de révolutionnaires et de civils, qui ont péri dans les profondeurs des puits. Selon le même historien, "Bir Djeneb", communément appelé "le puits du diable", "puits du Djin" et "Ghar Lehman" (trou des pigeons), est une ouverture dans la terre, large d'environ 50 m de diamètre et d'une profondeur insondable. Entouré de nombreuses grottes, le puits se serait formé par la dissolution géologique qui se produit généralement dans les régions calcaires, relève Saber.

Le chercheur, accompagné d'une équipe de géologues, se rend régulièrement sur site, pour étudier des changements naturels qui surviennent, dans l'espoir, dit-il, de "percer scientifiquement ses secrets et contribuer à sa valorisation au plan historique, d'autant plus qu'il s'agit d'un lieu intimement lié à l'Histoire et au combat de la région de Boukadir contre le colonialisme français".

Chaque année, à la veille de la commémoration de la Journée du Chahid (18 février), de nombreux habitants de cette région font une visite à "Bir Djeneb", qui est une zone entourée de montagnes et d'Oueds, située à près de six km du siège de la commune de Boukadir.

Sur place, les visiteurs se remémorent les sacrifices des chouhada, tout en dénonçant les crimes atroces commis par le colonisateur dans ces lieux, malgré les dizaines d'années écoulées après ces faits. Parmi eux Mohamed Medjadj, un enfant de la région et fils de Chahid, qui a raconté à l'APS, "l'absence d'humanisme chez le colonisateur français, qui ramenait sur les lieux des moudjahidine, des résistants et même des civils pour les jeter dans les profondeurs insondables de ce puits". M. Medjadj s'est remémoré à l'occasion, le "courage et la bravoure" du Chahid Abderrahmane Serandi, qui attendait son tour pour mourir, après avoir vu son père jeté dans le puits, sous ses yeux. A la

dernière minute, le vaillant Chahid s'est accroché à un militaire français qu'il a emporté avec lui dans les profondeurs de "Bir Djeneb", sous les regards ahuris des autres militaires.

M. Mohamed Guamouri (76 ans), un autre enfant de la région, a appelé, quant à lui, à l'impératif d'un changement du nom de ce puits, dans la nouvelle Algérie, pour le nommer "le puits de l'Histoire", car, il est "un témoin historique de la barbarie du colonisateur et un lieu ayant accueilli" un nombre inconnu de chouhada jetés dans ses profondeurs et qui de plus n'étaient pas seulement issus de différentes régions du pays, a-t-il dit.

Et de poursuivre: "cette zone était interdite aux locaux durant l'époque du colonialisme. Et si les militaires trouvaient un civil dans les environs, ils le jetaient dans ces puits, qui demeurent un témoin des crimes de la France coloniale, requérant davantage d'intérêt pour sa valorisation et la préservation de l'histoire de

cette région", a souligné M. Guamouri. Un autre défenseur actif du patrimoine de la région, Abdelmalek Fellahi, également membre du mouvement associatif local, œuvre, quant à lui, pour la collecte et l'enregistrement de toutes les données historiques en relation avec ce site, en prenant contact avec tous les habitants de la région, les moudjahidines et les enfants de chouhadas encore en vie, aux fins de collecter leurs témoignages vivants.

M. Fellahi a, également, lancé un appel aux autorités locales en vue d'"accorder davantage d'intérêt au site de Bir Djeneb qui renferme, affirme-t-il, "une grande partie de l'histoire de la région et des sacrifices de ses chouhada". "Bir Djeneb a grand besoin d'être mis en lumière et d'être exploité à des fins de documentation de manière à constituer un trait d'union entre la génération de la Révolution et celle d'aujourd'hui", a-t-il soutenu.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLS

Promotion prévue d'environ 4.700 professeurs spécialisés (ministre)

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Houyam Benfriha, a annoncé mardi, à Alger, l'organisation en mars d'un concours professionnel, dans le but de promouvoir 4.698 professeurs spécialisés en formation et enseignement professionnels au grade de professeur spécialisé chargé de l'ingénierie pédagogique.

"En application des recommandations du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, une commission interministérielle a été mise en place comprenant, outre des représentants du secteur, des représentants du ministère des Finances et de la Direction générale de la fonction publique, chargés d'étudier la question de la promotion des professeurs spécialisés en formation et enseignement professionnels du deuxième grade au grade de professeur spécialisé en formation et enseignement professionnels chargé de l'ingénierie pédagogique", a expliqué la ministre en marge d'une cérémonie de sortie de promotion d'inspecteurs du secteur. Ce comité, ajoute la ministre, s'est penché sur l'étude des voies juridiques relatives au processus de promotion, dont les professeurs n'ont pas bénéficié malgré leur



éligibilité qui répond à la condition d'ancienneté.

Mme Houyam a également souligné qu'"il a été convenu de permettre à tous les professeurs spécialisés dans la formation et l'enseignement professionnels de bénéficier d'une promotion exceptionnelle, après avoir passé un concours

professionnel qui leur permet d'être promu par transfert automatique vers leurs postes budgétaires".

Par ailleurs, la ministre a réitéré l'importance de "renforcer le dialogue avec le partenaire social" pour examiner les problèmes communs et rechercher des solutions efficaces aux différents problèmes en suspens qui préoccupent le secteur.

Par ailleurs, Mme Houyam a donné des instructions aux inspecteurs du secteur - dont le nombre est de 200 inspecteurs au niveau national - en mettant l'accent sur la nécessité de concrétiser sur le terrain, le rôle de l'inspecteur qui cherche - a-t-elle dit - à "participer effectivement au bon fonctionnement des différents services qu'il supervise, visant dans leur intégralité à assurer l'efficacité de la formation et de l'éducation professionnels".

ETHIQUE DU SERVICE PUBLIC

Appel à la révision du mode de gestion de l'administration

Les intervenants à la journée d'études sur l'éthique du service public, organisée mardi à l'École nationale de l'Administration (ENA), ont insisté sur la nécessaire "révision" du mode de gestion et de fonctionnement des administrations publiques, notamment à travers une ressource humaine capable de répondre aux demandes des citoyens et d'accompagner les stratégies nationales visant la réalisation du développement économique et l'élimination des fléaux à l'origine de la dégradation des services fournis aux citoyens.

Intervenant à l'occasion, le professeur Ali Mebroukine a affirmé qu'"en dépit de l'arsenal juridique national important visant l'amélioration de la performance des administrations publiques en relation directe avec le citoyen, il y a "un grand écart" entre la pratique et la réalité, en raison de plusieurs facteurs dont l'adoption par l'Algérie puis la révision de sa législation "en réponse à une conjoncture internationale particulière".

Saluant les efforts des hautes autorités visant l'amélioration du service public et la lutte contre les fléaux ayant conduit à la dégradation de la performance du service public, à l'instar de la bureaucratie, le conférencier a estimé qu'"il reste encore beaucoup à faire pour sortir de cette situation".

A ce propos, il a proposé la création d'une "autorité indépendante de régulation des marchés publics" pour contrôler l'argent public et lutter contre la corruption qui ronge l'économie nationale. De son côté, Hasna Amina, chercheuse à l'École nationale supérieure de Management, a souligné la nécessité de procéder à "un diagnostic minutieux" des institutions en relation directe avec les citoyens en vue de trouver les solutions idoines aux aspects négatifs des administrations publiques (la lenteur, la bureaucratie et l'indifférence).

Pour sa part, Fares Bouabakeur, enseignant à l'École supérieure du Commerce (Koléa), a insisté sur la définition des responsabilités et des droits des deux parties (Administration-citoyen). Il a également mis en avant l'importance de la formation de la ressource humaine et sa sensibilisation à ses missions envers le citoyen. Cette journée d'études a été organisée par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESSE) dans le cadre de ses activités au titre de l'année en cours.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réception de 19.000 lits pour les cités universitaires fin juin à Alger et Blida (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a annoncé, mardi à Blida, la réception de 19.000 nouveaux lits en cours de réalisation au profit des cités universitaires d'Alger et Blida vers la fin juin.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection à Blida, le ministre a annoncé la réception vers la fin juin de près de 19.000 lits à Sidi Abdellah-Alger (11.000 lits) et El Afroune-Blida (8.000 lits), relevant que la réception des lits au niveau de ces cités universitaires devra permettre de fermer les cités dégradées qui bénéficieront d'opération de réhabilitation pour une future exploitation.

"Cette mesure s'inscrit dans le cadre des mesures prises à court terme par la tutelle pour prendre en charge les préoccupations des étudiants en vue d'assurer un meilleur cadre de vie aux étudiants", a précisé le ministre citant la formation des intervenants des cités universitaires sur la préservation des situations des ces structures dont la création de prix dédiés aux meilleures cités universitaires à ux différents niveaux.

Conformément aux orientations du Président de la République, le système des œuvres universitaires fait l'objet d'une réforme en vue d'améliorer les conditions d'hébergement, de restauration, de transport et de bourses, a souligné M. Benziane ajoutant qu'à "court terme, la gestion des services offerts aux étudiants sera améliorée tandis qu'à long terme il sera procédé à des mesures profondes de réforme du système des œuvres universitaires", a-t-il expliqué.

Le système des œuvres universitaires n'a fait l'objet d'aucune véritable réforme profonde depuis l'indépendance ce qui a contribué à l'accumulation des problèmes et crises en termes de gestion, mais aussi de la situation des cités universitaires", a fait observer le ministre.

Par ailleurs, le ministre a révélé dans une allocution prononcée devant les étudiants de l'École supérieure d'hydraulique, que parmi les priorités du secteur actuellement figure, l'élaboration de la mouture finale de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, qui a été réalisée sur la base de nombreuses évaluations et à différents niveaux afin de connaître les dysfonctionnements, que ce soit au niveau du système licence-master-doctorat (LMD), ou au niveau pédagogique, administratif et de gestion, qui a fait l'objet d'une large participation et de concertation dans le but de lever tous les dysfonctionnements observés et rendre le système national d'enseignement supérieur plus cohérent et mieux adapté aux développements de l'enseignement supérieur dans le monde.

"Cela ne saurait intervenir qu'à travers la modernisation des mécanismes de gouvernance des universités, et la concrétisation du projet d'entreprise en tant qu'outil de gestion tourné vers l'avenir, outre la création d'une agence pour assurer la qualité et l'accréditation académique, la promotion des libertés académiques, l'indépendance scientifique, et l'ouverture de l'Université à ses environnements interne et externe", a déclaré le ministre. Pour cela, le ministre estime qu'il est nécessaire de "passer à un autre type de gouvernance universitaire qui mette fin à la dépendance totale à l'aide de l'Etat en recourant à de nouveaux mécanismes de financement innovants tels que la fourniture de services et la création sous-entreprises à même de fournir des ressources de financements privés et renforcer l'indépendance de l'institution".

Il convient de noter qu'au cours de cette réunion, plusieurs préoccupations et problèmes ont été soulevés par les étudiants, des professeurs et des professionnels du secteur, dont les plus importants étaient la détérioration des prestations d'ans les résidences universitaires et l'insécurité.

Dans ce contexte, le ministre a recommandé aux directeurs d'établissements universitaires d'améliorer la qualité des prestations liées à la restauration et au transport et pour veiller à l'hygiène et offrir un bon cadre de vie dans les cités universitaires. Ils ont appelé, en outre, à l'impératif d'effectuer des visites d'inspection de manière périodique et de veiller à l'intensification des commissions d'enquête et d'inspection au niveau des résidences universitaires.

Par ailleurs, le ministre a réitéré l'importance de "renforcer le dialogue avec le partenaire social" pour examiner les problèmes communs et rechercher des solutions efficaces aux différents problèmes en suspens qui préoccupent le secteur.

Par ailleurs, Mme Houyam a donné des instructions aux inspecteurs du secteur - dont le nombre est de 200 inspecteurs au niveau national - en mettant l'accent sur la nécessité de concrétiser sur le terrain, le rôle de l'inspecteur qui cherche - a-t-elle dit - à "participer effectivement au bon fonctionnement des différents services qu'il supervise, visant dans leur intégralité à assurer l'efficacité de la formation et de l'éducation professionnels".

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad, en visite mercredi dans la wilaya de Laghouat, a affirmé que l'objectif est d'aller vers la concrétisation d'un monde rural productif, après avoir donné forme à un monde rural viable.

"L'Etat œuvre à la concrétisation d'un monde rural productif, après avoir réuni les conditions d'un monde rural viable, à travers la réalisation de divers projets sur le terrain, selon la vision du Président de la République de garantir une vie décente au citoyen dans les zones d'ombre", a indiqué M. Merad. Le développement du monde rural est une "condition essentielle" pour le décollage économique de ces régions considérées comme un terreau favorable pour la diversification de l'économie nationale et la fin de l'économie de rente, a affirmé le responsable. Et de préciser que l'investissement agricole et le développement rural sont à même de booster la dynamique économique, de diversifier les services, d'accroître la productivité économique, et ainsi d'endiguer le chômage dans ces régions, à travers des activités adaptées à la nature de ces régions. "Il n'est pas exclu d'aboutir au lancement de projets de transformation industrielle dans le monde rurale, si ces régions atteignent des niveaux de production suffisants pour cela, à travers les productions issues, entre autres, de l'agriculture et de l'élevage dans ses filières viande et lait", a ajouté M. Merad. "Assurer une vie décente au citoyen dans le monde rural permettra aussi d'investir sur la femme au foyer à travers sa formation et son intégration en tant que femme productive", a poursuivi le chargé de mission à la Présidence de la République. Brahim Merad a fait savoir, dans le même contexte, que le Président de la République a placé sa confiance dans les walis qui ont pu, a-t-il dit, dégager des ressources pour le financement des projets dans les zones d'ombre à partir notamment de reliquats d'anciens exercices. Ces projets, qui ont nécessité d'im-

L'Université Saad Dahlab

portants financements, ont amélioré le cadre de vie dans ces zones d'ombre ayant grandement souffert par le passé, a-t-il poursuivi.

M. Merad s'est félicité, par ailleurs, de l'évolution des projets prévus pour les zones d'ombre de la wilaya de Laghouat, estimant que l'ouverture, par exemple, de voies d'accès entre ces zones et les principaux axes routiers, porte une dimension économique permettant de soutenir le secteur des activités locales liées, entre autres, à l'agriculture et l'élevage, ainsi que la commercialisation des produits en découlant. En visitant au Nord de la wilaya les zones de Oued-Meouds et Oued-Safsaf, dans les communes d'Alfou et Sidi-Bouidj respectivement, il a estimé aussi que la construction de salles de soins dans ces contrées représente une "avancée" dans ces régions qui ont souffert par le passé, à considérer, à titre d'illustration, que des cas de décès des suites d'envénement scorpionique avaient été enregistrés en raison de leur éloignement des centres de santé. Ceci, en plus de disposer aujourd'hui de paramètres issus de la région, a-t-il ajouté. Le chargé de mission à la Présidence de la République a inspecté des projets de réalisation de quatre (4) forages profonds et trois (3) réservoirs hydriques dans les zones enclavées relevant de la daïra d'Alfou, appelés à contribuer à l'appui des activités agropastorales. Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, a fait état de 57 zones d'ombre recensées dans la wilaya pour lesquelles ont été projetées 101 opérations de développement, dont 68 financées et réceptionnées, quatre (4) en cours de réalisation et 29 autres non encore lancées. Plus de 800 millions DA ont été mobilisés pour leur financement sur les reliquats de précédents exercices, 170 millions DA hors application des zones d'ombre, en plus d'une opération d'un coût de sept (7) millions DA prise en charge par un opérateur économique, a-t-il ajouté. Ces projets ont touché les zones d'ombre dans 15 communes de la wilaya, a conclu le chef de l'exécutif de la wilaya de Laghouat.

ZONES D'OMBRE

L'objectif est d'aller vers la concrétisation d'un monde rural productif (Merad)

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad, en visite mercredi dans la wilaya de Laghouat, a affirmé que l'objectif est d'aller vers la concrétisation d'un monde rural productif, après avoir donné forme à un monde rural viable.

"L'Etat œuvre à la concrétisation d'un monde rural productif, après avoir réuni les conditions d'un monde rural viable, à travers la réalisation de divers projets sur le terrain, selon la vision du Président de la République de garantir une vie décente au citoyen dans les zones d'ombre", a indiqué M. Merad. Le développement du monde rural est une "condition essentielle" pour le décollage économique de ces régions considérées comme un terreau favorable pour la diversification de l'économie nationale et la fin de l'économie de rente, a affirmé le responsable. Et de préciser que l'investissement agricole et le développement rural sont à même de booster la dynamique économique, de diversifier les services, d'accroître la productivité économique, et ainsi d'endiguer le chômage dans ces régions, à travers des activités adaptées à la nature de ces régions. "Il n'est pas exclu d'aboutir au lancement de projets de transformation industrielle dans le monde rurale, si ces régions atteignent des niveaux de production suffisants pour cela, à travers les productions issues, entre autres, de l'agriculture et de l'élevage dans ses filières viande et lait", a ajouté M. Merad. "Assurer une vie décente au citoyen dans le monde rural permettra aussi d'investir sur la femme au foyer à travers sa formation et son intégration en tant que femme productive", a poursuivi le chargé de mission à la Présidence de la République. Brahim Merad a fait savoir, dans le même contexte, que le Président de la République a placé sa confiance dans les walis qui ont pu, a-t-il dit, dégager des ressources pour le financement des projets dans les zones d'ombre à partir notamment de reliquats d'anciens exercices. Ces projets, qui ont nécessité d'im-

TLEMCCEN

Sensibilisation des professionnels de la pêche sur l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale

La direction de la pêche de la wilaya de Tlemcen organise en collaboration de la chambre de la pêche une campagne de sensibilisation, au niveau du port de Ghazaouet, au profit des professionnels du secteur sur l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale des salariés et des non-salariés, a indiqué la chargée de communication de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques.

Cette campagne à laquelle prend part la commission locale constituée des représentants des secteurs de la pêche, la chambre de la pêche, la caisse nationale des salariés, la caisse nationale des non-salariés, la caisse nationale de la retraite, la caisse nationale d'assurance-chômage, l'inspection de l'emploi et de la direction du travail, vise selon Kara Lila, à sensibiliser les professionnels de la pêche sur l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale afin de garantir leurs droits notamment à la retraite.

Cette opération vise également à leur faciliter l'accès aux différents prestations telles que l'assurance maladie et la carte chiffa, a précisé la même responsable qui, par ailleurs, indique que les responsables des différentes caisses de sécurité sociale ont été instruits pour faciliter la prise en charge sociale de cette catégorie professionnelle et leur garantir une retraite décente.

Parmi les opérations inscrites durant l'année 2021 figure



l'exonération des professionnels de la pêche des pénalités de retard. Quelques 60 professionnels ont déjà bénéficié de cette exonération et l'opération se poursuit a précisé la même source. Ces journées de sensibilisation rentrent dans le cadre de la mise en œuvre de la convention cadre qui a été signée en Juillet 2020 entre le ministère de la pêche et des

ressources halieutiques et le ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale pour la prise en charge des problèmes sociaux des professionnels de la pêche, visant à améliorer leurs conditions de travail afin de renforcer et de promouvoir la sécurité sociale pour les différentes catégories professionnelles du secteur de la pêche.

MOSTAGANEM

2,3 milliards DA pour le désenclavement des zones d'ombre

Une enveloppe financière de 2,3 milliards DA a été consacrée pour l'aménagement des routes et le désenclavement des zones d'ombre de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Le programme de développement qui concerne 113 zones est financé dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, au titre de l'année écoulée et des plans communaux de développement (32 communes) des années 2020 et 2021.

Il a été procédé, jusqu'à présent, selon les services de la wilaya, à la réception de 32 opérations de dé-

veloppement (124 kilomètres) dans le cadre de ce programme qui vise l'aménagement et la modernisation des routes et parcours sur une distance globale, estimée à 274 kilomètres. Vingt-sept (27) autres opérations, initiées dans le cadre de ce programme dont les travaux d'aménagement et de revêtement de 94 kilomètres sont en voie de lancement, touchent 23 localités et douars classés en tant que zones d'ombre, a ajouté la même source.

Les services de la wilaya ont indiqué que le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia a visité lundi une partie de ces projet s

et a procédé à la mise en service d'une voie d'évitement reliant l'autoroute Est-Ouest et le port de Mostaganem au niveau de la commune de Oued Lakhdar.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a également visité le projet d'aménagement du chemin de wilaya (CW 13) dans son tronçon reliant cette collectivité locale et la RN 90 sur une distance de 11 kilomètres pour une enveloppe financière estimée à 100 millions DA.

Selon la même source, ces deux (2) projets contribuent à fluidifier la circulation automobile et vers la commune de Oued El kheir, à désenclaver et à faciliter

le déplacement des populations des quatre (4) zones enclavées à savoir "Dissa", "Sidi Ladjel", "El Mghatit" et "Slamnia", a-t-on fait savoir.

Située au sud de Mostaganem, cette commune a bénéficié de projets de réalisation d'un poste avancé de la protection civile, d'aménagement et de réhabilitation d'une salle de soins à Sidi Ladjel et d'extension et de renforcement du réseau d'alimentation en eau potable au profit de quatre (4) villages à partir du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) pour un montant de l'ordre de 58 milliards DA, a-t-on encore indiqué.

ORAN

Lancement de projets liés à l'éducation et à la santé au nouveau pôle urbain de Misserghine

Les autorités de la wilaya d'Oran ont procédé au lancement de projets qui concernent les secteurs de l'éducation et la santé, mardi au nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" dans la commune de Misserghine, a-t-on constaté.

Le wali d'Oran, Messaoud Djari a donné le coup d'envoi pour la réalisation de trois établissements éducatifs dont deux lycées d'une capacité de 1.000 places pédagogiques. M. Djari a insisté, lors des explications avancées par le directeur des équipements publics de la wilaya, sur la réduction des délais de réalisation de 14 mois à 10 mois en scindant les projets en plusieurs lots et en renforçant les chantiers, initialement de deux équipes, par trois équipes pour augmenter la cadence des travaux de réalisation et livrer les projets vers la fin du mois de décembre prochain au plus tard.

Il a été procédé également au lancement de la réalisation d'une polyclinique, dotée de différents services, à l'instar de ceux des urgences et de ra-

diologie et autres tels qu'un laboratoire et un service de pédiatrie et de maternité.

Le délai de réalisation de cette structure de santé qui s'étend sur une superficie globale de 890 mètres carrés a été fixé pour 10 mois pour un coût dépassant 128 millions DA, selon les explications fournies par le directeur de la santé et de la population de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse, le wali a indiqué que ce nouveau pôle urbain dispose de plus de 20.000 logements en majorité de location-vente, annonçant la distribution, durant le premier semestre de l'année en cours de près de 17.000 logements de la même formule, ce qui nécessite la disponibilité de structures éducatives et sanitaires. Il a ajouté que les semaines prochaines verront le lancement d'autres projets éducatifs, de santé et de sécurité au niveau du nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" de Misserghine, parallèlement à la réception d'un quota considérable de logements.

MILA

Hausse sensible de la production de viandes durant la saison 2019/2020



Une hausse sensible de la production de viandes rouges et blanches a été enregistrée durant la saison 2019/2020 dans la wilaya de Mila avec plus de 365.000 quintaux, a indiqué mardi, le directeur des services agricoles, Ali Fennazi. La wilaya de Mila a ainsi produit, durant la saison 2019-2020, pas moins de 161.670 quintaux (qx) de viandes rouges et 203.342 qx de viandes blanches soit des taux de croissance respectifs de 8,43 % et 12,41 % comparativement à la saison 2018/2019, a précisé à l'APS M. Fennazi. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation dont l'entrée en phase de production de nouveaux investissements dans la filière et l'amélioration de la qualité des aliments de bétail ainsi que des espèces élevées, a-t-il expliqué. Les actions lancées par les services vétérinaires no-

tamment les campagnes de vaccination et le suivi sanitaire ont également contribué à ces résultats, a ajouté la même source qui relève que les activités d'élevage ainsi que la culture des fourrages sont particulièrement concentrées dans le Sud de la wilaya traversée par l'autoroute Est-ouest. La wilaya de Mila compte actuellement 16 abattoirs de viandes rouges avec une capacité quotidienne de 1.245 bêtes en plus de 44 abattoirs avicoles d'une capacité de 21.320 unités par jour, a ajouté M. Fennazi. Le directeur des services agricoles a fait état d'efforts pour développer davantage la filière viandes en encourageant l'investissement y compris dans le domaine des industries de transformation, de la modernisation des pratiques d'élevage et de l'extension des cultures fourragères

ORAN

Arrestation d'un faux chirurgien-dentiste en activité sans autorisation

Les éléments de la brigade criminelle relevant de la sûreté de wilaya d'Oran ont arrêté un faux chirurgien dentiste activant sans autorisation pour usurpation de fonction, a-t-on appris mercredi auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Sur la base d'informations, faisant état d'une personne se faisant passer pour un chirurgien dentiste utilisant un appartement

de location comme cabinet de chirurgie dentaire à Oran-est, les policiers ont ouvert une enquête, qui s'est soldée par la découverte que le mis en cause âgé de 34 ans exerçait cette profession sans autorisation, a-t-on indiqué.

Une perquisition du cabinet en question sur autorisation du procureur de la République près le tribunal de Fellaoucen a permis la découverte et la saisie d'une somme

de 420.000 DA, de négatifs de radiologie, des médicaments, de matériaux composites, de colles spéciales et des acides, ainsi que des produits pour traitement de la cavité buccale, de solutions injectables d'anesthésie et d'outils pour extractions dentaires, entre autres, selon la même source.

L'opération s'est déroulée en présence d'un professeur spécialisé en chirurgie dentaire et membre du conseil de déontologie

de la profession de la région d'Oran, qui a affirmé que le suspect n'a aucune relation avec la profession de chirurgie dentaire clinique, a-t-on souligné. Accusé de pratique illégale d'une profession régie par la loi, de mettre la santé d'autrui en danger et de violation des mesures de précaution et de sécurité, le suspect sera présenté ultérieurement devant la justice.

COMMERCE

M. Rezig à l'écoute des préoccupations liées aux coûts logistiques et au fret aérien

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a reçu, mardi à Alger, le directeur général de la compagnie aérienne privée de transport commercial "El Oufouk", Toubal Ramel, avec lequel il a examiné le sujet des coûts logistiques et du fret aérien, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion avec M. Rezig qui était accompagné du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a constitué une opportunité pour soulever les préoccupations des opérateurs économiques concernant la hausse des prix du fret aérien et les coûts logistiques et leur impact sur la compétitivité des produits algériens.

À ce propos, M. Rezig a insisté sur l'impératif d'accompagner sur le terrain les exportateurs ayant rencontré des difficultés en matière de commercialisation de leurs marchandises notamment en ce qui concerne les conditions de transports des légumes et fruits périssables. De son côté, M. Bekkai a affirmé qu'une coordination était en cours avec les départements ministériels concernés afin de trouver des solutions aux contraintes et ce, pour assurer une commercialisation optimale du produit national au niveau des marchés extérieurs.

INDUSTRIE

Installation de trois comités techniques chargés des activités de la sous-traitance, des équipements rénovés et de l'industrie électronique et électroménager

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham a supervisé, mardi à Alger, l'installation de trois comités techniques chargés des activités liées à la sous-traitance, aux chaînes rénovées, aux équipements rénovés et à l'industrie électronique et électroménager, indique un communiqué du ministère.

Le premier comité est chargé d'étudier les demandes d'exonération des droits douaniers et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les composantes et les matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants dans le cadre de leurs activités conformément au décret exécutif 20-314. Ce nouveau cadre organisationnel vise à "promouvoir et à développer l'activité de la production des composantes, des pièces de rechange et des parties destinées à la sous-traitance industrielle et à tout usage".

L'application des avantages fiscaux et parafiscaux prévus dans ce décret exécutif permet de développer les petites et moyennes entreprises et les petites et moyennes industries et avec la mise en place d'une règle avec un taux d'intégration acceptable, celle-ci se développera en parallèle avec l'élargissement de la sous-traitance, ce qui créera un véritable tissu industriel.

Le deuxième comité est chargé de l'examen des demandes d'octroi des autorisations de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés conformément aux dispositions du décret exécutif n° 20-312 fixant les conditions et modalités d'octroi de l'autorisation de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés, dans le cadre d'activités de production de biens et services.

Ce cadre organisationnel vise à offrir des possibilités d'importation de chaînes et équipements de production rénovés avec un coût moindre à la portée des opérateurs nationaux et ce dans le cadre de la relance de l'outil de production nationale.

Quant au 3^e comité, il a pour mission d'émettre son avis concernant les décisions d'évaluation technique présentées par les opérateurs activant dans le domaine de production d'équipements électroniques et électroménagers afin de bénéficier du système fiscal préférentiel conformément au décret exécutif 20-313 régissant ce système qui fixe les conditions d'accès au système fiscal préférentiel.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Ait Ali Braham a présidé l'installation des commissions de recours spécifiques aux trois systèmes susmentionnés.

ENERGIE

M. Attar préside une réunion avec les cadres du secteur sur la sécurité énergétique

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar a présidé, mardi à Alger, une réunion en présence des cadres du ministère au cours de laquelle il a abordé les différents dossiers intéressant le secteur, à leur tête la sécurité énergétique, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion d'évaluation hebdomadaire, "plusieurs dossiers intéressant le secteur de l'Énergie ont été évoqués, dont la sécurité énergétique, le programme des zones d'ombre, le développement de la production et la reconstitution des réserves".

Le ministre s'est enquis également du taux d'avancement dans l'application du programme de réduction graduelle de l'importation du carburant, y compris le mazout et l'arrêt définitif de l'importation de l'essence, prévu à la fin des 4 premiers mois de l'année, insistant sur "l'importance de respecter le calendrier fixé à cet effet", précise la même source.

M. Attar a assisté à un exposé présenté par les cadres



centraux sur la coordination en cours pour lever les contraintes bureaucratiques entravant le développement du secteur, lancée par une commission ad hoc sur orientation

pré-alable du ministre. L'accent a été mis, en outre, sur l'importance d'une coordination étroite avec le ministère de la transition énergétique et des énergies renouvelables

pour la création d'une entreprise spécialisée dans ce domaine.

À cet effet, un exposé a été donné sur "le transfert de l'une des entreprises relevant du secteur de l'Énergie vers le secteur de la transition énergétique et des énergies renouvelables en cours de finalisation".

Le ministre a souligné "l'importance d'œuvrer sans relâche à réaliser les objectifs annuels et les défis imposés dans le secteur en cette conjoncture, liés à la sécurité énergétique et la garantie des exportations en termes de qualité et de quantité, outre la promotion de l'efficacité du secteur pour améliorer sa productivité", conclut le document.

COMMISSION NATIONALE DE MORALISATION DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Le rapport final soumis au Gouvernement la semaine prochaine (Rezig)

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a annoncé, mardi à Alger, que la Commission nationale de moralisation des activités commerciales avait achevé l'élaboration de son rapport final qui sera soumis au Gouvernement la semaine prochaine pour adoption.

"Le ministère du Commerce devra ouvrir, après approbation de ce rapport par le Gouvernement, un grand chantier pour la mise en œuvre sur terrain des suggestions de cette commission" qui a été installée en mai dernier pour la réhabilitation de l'activité commerciale et l'éradication des comportements négatifs dans les marchés, a fait savoir M. Rezig lors d'une réunion avec la Commission nationale de moralisation des activités commerciales.

Le rapport de la Commission comprend plusieurs suggestions, notamment la révision de certaines textes législatifs et réglementaires visant la moralisation de

l'activité commerciale, l'organisation des espaces et des activités commerciales et la sécurité des produits, outre des suggestions en matière de sensibilisation et d'information, a poursuivi le ministre.

La Commission nationale est composée de 8 sous-commissions, à savoir des sous-commissions en charge des fruits et légumes frais, des viandes rouges et blanches, des produits d'épicerie, des produits de nettoyage, de beauté et de maintenance, l'équipements ménagers et mobilier, l'habillement, les chaussures et cuir, les services du commerce et les espaces commerciaux. Ces commissions ont examiné les principaux problèmes dont souffre le marché algérien en proposant les solutions idoines.

Entre autres problèmes, l'inexistence d'articles coercitifs destinés aux commerçants contrevenant à l'instar de l'exposition des marchandises en dehors des

locaux commerciaux ainsi que la présentation de services commerciaux en l'absence d'un cadre légal les régissant, selon les explications données par le chargé d'études au ministère du Commerce, Kamel Haddouche. Sur la base de l'examen effectué, la commission nationale de moralisation des activités commerciales propose l'amendement de la loi 03-09 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression de la fraude, aussi bien que certains décrets exécutifs et décisions ministérielles. Il s'agit également de la création de zones commerciales pour la vente en gros et d'espaces commerciaux et de grandes bases logistiques dans les grandes villes en vue d'assurer en continu l'approvisionnement notamment durant les crises et les occasions à même de réduire l'ampleur du commerce parallèle, ajoute le même responsable.

INDUSTRIE EQUIPEMENTS RÉNOVÉS, SOUS-TRAITANCE ET ÉLECTROMÉNAGER

M. Ait Ali appelle les comités d'étude des dossiers à travailler avec célérité

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham a appelé, mardi à Alger, les membres des comités techniques chargés d'étudier les dossiers relatifs aux équipements rénovés, à la sous-traitance et à l'industrie électronique et électroménager "de commencer leur travail le plus tôt possible et avec célérité".

Il a précisé, toutefois, que les décisions prises par les comités ne devront pas l'être "dans la précipitation ni dans la nonchalance", ajoutant à l'occasion de la cérémonie d'installation de ces trois comités organisée au siège du ministère, qu'ils seront amenés "à passer le plus gros des dossiers dans les 3 à 4 prochains mois".

Selon lui, il ne s'agit pas d'"une compagnie" mais plutôt d'une procédure qui se poursuivra tant que les textes promulgués seront toujours en vigueur. M. Ait Ali Ferhat a

donné certaines "orientations générales" aux membres des comités, notamment en matière de fréquence de sessions de traitement des dossiers en préconisant des réunions deux jours par semaine, selon la disponibilité des cadres des différents ministères représentés dans ces comités.

Il a tenu à affirmer la "souveraineté" des comités dans leurs décisions, pour peu qu'ils respectent les textes des décrets exécutifs qui régissent chaque activité (décrets 311, 312 et 313 de l'année 2020 publiés sur le JO n° 67), précisant que le principe de "parité" a été respecté dans la composition des comités.

Le ministre a relevé que le nombre des représentants du ministère de l'Industrie était équivalent à celui des autres départements, indiquant, à cet effet, que les ministères des Finances, du Commerce et des Mines avaient désigné

leur représentants dans ces comités en plus de la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie, sans exclure la possibilité de recourir à des expertises externes, privées ou publiques.

M. Ait Ali Ferhat a estimé que les avantages fiscaux et les exonérations douanières qui étaient accordés auparavant aux "assembleurs" ont été transférés, en vertu des nouveaux textes promulgués en 2020, aux équipementiers qui produisent des composantes à tout usage, favorisant l'intégration, sans dépendre d'un donneur d'ordre (des commandes publiques ou privées) pour bénéficier de ces avantages.

Il a souligné que son département veut encourager les secteurs qui sont en mesure d'assurer de l'intégration dans leurs produits "dans l'immédiat et à des taux appréciables", citant les seg-

ments des produits blancs incluant les réfrigérateurs, les machines à laver et les climatiseurs.

Les opérateurs dans ce secteur doivent démarrer avec un taux d'intégration à 40% pour passer à 70% au cours de la seconde année d'activité, a précisé le ministre.

Concernant des produits "un peu plus complexes", à l'exemple des téléviseurs, il a indiqué que le taux d'intégration a été révisé à la baisse.

Pour ce qui est des chaînes rénovées, M. Ait Ali Braham a rappelé que les opérateurs seront en mesure, selon le nouveau décret, d'importer une partie seulement de la chaîne, ce qui n'était pas autorisé auparavant.

Aussi, la vétusté variera, selon lui, entre 3 et 10 ans, selon le type de chaîne et l'activité dans laquelle elle sera utilisée.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 64 dollars à Londres

Les cours du pétrole s'appréciaient mercredi, le Brent retrouvant un plus haut depuis plus d'un an, soutenus par un environnement favorable pour les prix et des perturbations de l'offre américaine du fait d'une vague de froid historique dans le pays.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 1,06% à Londres par rapport à la clôture de mardi, à 64,02 dollars, peu après avoir atteint 64,06 dollars, un prix plus vu depuis le 22 janvier 2020.

Le baril américain de WTI pour le mois de mars avançait dans le même temps de 0,85% à 60,56 dollars, après avoir franchi le seuil de 60 dollars lundi, pour la première fois en un an et une semaine après le Brent.

"Les conditions météorologiques extrêmes aux Etats-Unis restent au centre de l'attention" des marchés du brut, ont souligné les analystes.

Une vague de froid frappe en ce moment le



pays- le thermomètre étant tombé mardi jusqu'à -12 degrés Celsius à Austin, la capitale du Texas- et perturbe la production d'or noir du fait de la mise à l'arrêt de certains puits, de coupures de courant et de

perturbation des transports. Cette situation "augmente la demande d'énergie et dans le même temps perturbe l'approvisionnement dans les principales régions productrices", a expliqué l'analyste Stephen

Innes, un cocktail parfait pour entraîner la hausse des cours.

Cet événement ajoute à l'environnement haussier des cours de brut, en convalescence depuis l'annonce des premiers vaccins contre le Covid-19 début novembre et qui ont accéléré depuis le début d'année notamment grâce au maintien du contrôle de la production par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'Opep+.

"L'attention se portera bientôt sur la réunion de l'Opep+ qui aura lieu début mars.

Il faudra que le groupe continue à présenter un front uni et discipliné", a conclu M. Innes.

CÉRÉALES

Le prix du blé à plus de 220 euros la tonne

Les prix du blé refluaient à la journée sur le marché européen qui semble relativement épargné par les conditions climatiques au moment où les températures polaires font redouter des dégâts liés au gel sur les récoltes aux Etats-Unis.

Vers midi, sur Euronext, la tonne de blé tendre reculait de 75 centimes sur l'échéance de mars à 229,75 euros, et d'un euro sur l'échéance de mai à 222,25 euros, pour plus de 86.000 lots échangés.

La tonne de maïs, elle, reculait de 25 centimes sur l'échéance de mars à

220,75 euros, comme sur le contrat de juin à 215,25 euros, pour plus de 4.200 lots échangés.

"Il faudra attendre plusieurs jours, voire semaines pour mesurer si des dégâts de gel avérés sont réellement d'actualité outre-Atlantique", estime le cabinet Agritel dans une note.

"Sur l'Europe, la dernière vague de froid ne devrait pas avoir eu de conséquences néfastes sur les cultures d'hiver.

Seules quelques orges dites de printemps semées précocement pourraient avoir été impactées", poursuit

Agritel. "Les céréales implantées très précocement, et donc aujourd'hui à des stades avancés, ont très tardivement (...) pourraient avoir subi des dégâts, car elles sont moins résistantes aux très basses températures.

Même chose pour les blés durs les plus fragiles qui semblent avoir été secourus", note de son côté Inter-Courtaige.

Le cabinet souligne que le froid va "jouer un rôle d'assainissement sur les parasites et sur la structure du sol, ce qui (...) n'était pas arrivé depuis longtemps".

KENYA

Accord de principe du FMI pour un décaissement de 2,4 milliards de dollars

Les services du Fonds monétaire international (FMI) ont donné leur accord de principe aux autorités du Kenya pour la mise en place d'un nouveau programme de réformes assorti d'une enveloppe financière de 2,4 milliards de dollars étalée sur trois ans, a annoncé l'institution dans un communiqué, relayé mercredi par les médias kenyans.

Ce nouveau financement du FMI sera décaissé dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC) du FMI pour soutenir un programme de réformes de 38 mois. L'objectif du nouveau programme qui devra d'abord être approuvé par le conseil d'administration du FMI est d'accompagner la

reprise économique post-covid-19 du Kenya, qui a été enclenchée via le plan de relance du gouvernement du président Uhuru Kenyatta et favorisée par le dynamisme économique du pays, précise la même source.

En 2021, l'institution s'attend d'ailleurs à une croissance économique de 7,6% pour le Kenya après la légère contraction de -0,1% attendue pour 2020. La nouvelle stratégie s'attèlera donc essentiellement à stabiliser et réduire le niveau de la dette par rapport au PIB et à poursuivre le programme de réformes structurelles tout en améliorant les performances du secteur financier. "Le programme des autorités vise à réduire la vulnérabilité de la dette grâce à un effort

de consolidation budgétaire pluriannuel, centré sur l'augmentation des recettes fiscales et un contrôle strict des dépenses, ce qui permettrait de préserver les ressources pour protéger les groupes vulnérables", a indiqué le FMI. Ces derniers mois, ce pays d'Afrique de l'Est a engagé des négociations avec plusieurs de ses créanciers pour obtenir des moratoires sur le remboursement de ses dettes.

Une stratégie qui vise pour l'Etat à consacrer les ressources initialement destinées au service de la dette à la mise en œuvre de programmes sociaux notamment. Pour approuver ce nouveau financement, le FMI a posé plusieurs conditions, à savoir que le Kenya

doit commencer par vivre selon ses moyens en gelant la croissance du budget national, dont l'expansion annuelle a contribué à de lourds emprunts pour combler le déficit des recettes.

La deuxième condition est que le Kenya doit restructurer ou privatiser les entreprises parapubliques qui continuent de saigner le contribuable - une demande qui s'est accompagnée dans le passé par la perte de milliers d'emplois.

Plus important encore, et au vu de la conjoncture économique difficile à venir, le FMI souhaite que le Trésor se sépare de son appétit d'emprunt et trouve plutôt des moyens alternatifs de lever plus d'argent grâce aux impôts.

ETATS-UNIS

Citigroup ne peut récupérer des centaines de millions versés par erreur, dit un juge

C'est un revers retentissant qu'a essuyé mardi Citigroup: la grande banque américaine ne pourra récupérer 500 millions de dollars versés par erreur à des fonds d'investissement, ainsi en a décidé un juge new-yorkais.

En août dernier, l'établissement avait affirmé avoir transféré "par erreur" 900 millions de dollars à plu-

sieurs créanciers du fabricant de cosmétiques Revlon. En fait, il voulait leur verser des intérêts d'un montant de 7,8 millions de dollars sur une ligne de crédit octroyée en 2016 pour financer l'acquisition par Revlon du concurrent Elizabeth Arden.

Citigroup, qui sera dirigé par la première fois par une femme, Jane Frazer, à compter du 1er mars, s'était

rapidement rendu compte de sa bourde comptable. La banque avait alors demandé aux bénéficiaires de bien vouloir rembourser les sommes reçues.

Si certains ont rendu l'argent -- 400 millions de dollars pour l'instant -- dix fonds d'investissement n'ont pas daigné le faire. L'affaire a été portée devant la justice.

ESPAGNE

La dette publique a enflé de 10% en 2020 sous l'effet de la pandémie

La dette publique de l'Espagne a atteint 1.311 milliards d'euros fin 2020, soit une hausse de 10,3% sur un an due à l'explosion des dépenses publiques provoquées par la pandémie de Covid-19, d'après les données publiées mercredi par la Banque d'Espagne.

La dette représentait fin décembre 117,1% du Produit intérieur brut (PIB), contre 95,5% fin 2019.

Cette hausse "provient en grande partie des aides directes et des mesures mises en place pour répondre aux effets sanitaires, économiques et sociaux du Covid-19, a expliqué dans un communiqué le ministère de l'Economie, qui tablait sur une hausse de la dette à 118,8% du PIB.

Parmi ces mesures figurent notamment l'extension du financement public du chômage partiel, récemment prolongé jusqu'en mai, ainsi que les aides versées aux travailleurs indépendants.

Ces dispositifs pèsent lourd sur les finances publiques: environ 23 milliards d'euros ont ainsi été dépensés entre mars et septembre, en incluant les aides aux travailleurs indépendants, selon le ministère de la Sécurité sociale.

L'Espagne a vu son Produit intérieur brut (PIB) s'effondrer de 11% en 2020 sur un an, l'un des pires résultats de la zone euro pour ce pays très dépendant du tourisme, secteur frappé de plein fouet par la pandémie de Covid-19.

Le pays a fini 2020 avec plus d'un demi-million de chômeurs supplémentaires, en particulier dans le tourisme et l'hôtellerie. Environ 755.000 personnes se trouvaient encore au chômage partiel fin décembre, principalement dans ces secteurs. Pour faire face au choc budgétaire provoqué par la crise sanitaire, le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez s'appuiera fortement sur les fonds du plan de relance européen, dont l'Espagne sera l'un des principaux bénéficiaires, avec 140 milliards d'euros, dont la moitié sous forme de subventions et l'autre sous forme de prêts.

ROYAUME-UNI

L'inflation accélère en janvier malgré le confinement

L'inflation au Royaume-Uni a très légèrement accéléré à 0,7% en janvier, malgré le reconfinement, portée par les prix des biens pour la maison et une moindre baisse de ceux dans l'alimentaire, a annoncé mercredi le Bureau national des statistiques (ONS).

La hausse des prix sur un an, qui était de 0,6% en décembre, retrouve son niveau d'octobre, mais reste encore loin des près de 2% atteint début 2020 avant le déclenchement de la crise sanitaire, selon un communiqué.

En revanche, le confinement strict en place depuis début janvier, avec la fermeture des commerces non-essentiels et le travail à la maison, pour enrayer la propagation du virus et de ses variants, n'a pas plombé l'inflation.

Les précédents confinements, au printemps et en novembre, avaient eux conduit à un très fort ralentissement des prix.

"L'inflation a progressé légèrement en janvier, grâce aux prix alimentaires", dont le recul (-0,7%) a été moins marqué qu'en décembre, remarque Jonathan Athow, statisticien pour l'ONS.

La hausse des prix des biens pour la maison, qui avait reculé en décembre, s'explique selon lui par "moins de promotions ce trimestre sur des articles comme la literie ou les canapés".

En revanche, les prix des vêtements ont eux tiré vers le bas l'inflation du fait de soldes le mois dernier. Même si elle se reprend lentement depuis quelques mois, l'inflation reste sous pression du fait des conséquences économiques de la pandémie. La hausse des prix avait brusquement ralenti au printemps sous l'effet du premier confinement et n'a pas réussi depuis à retrouver ses niveaux d'avant la pandémie. Elle avait même connu un plus bas depuis 2015 à 0,2% en août. Les économistes redoutent en outre une baisse du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, mais le pays devrait éviter de retomber en récession, soit deux trimestres consécutifs de repli de l'activité. Le PIB a progressé de 1% au quatrième trimestre de 2020, même s'il a chuté de 9,9% sur l'année. Un rebond est espéré courant 2021 une fois les restrictions levées et grâce à la campagne de vaccination.

SANTÉ - CORONAVIRUS

Le confinement sanitaire et le dialogue au sein d'une même famille au centre d'un séminaire

Le confinement sanitaire dû à la Covid-19 et la gestion par le dialogue et la communication des conflits pouvant survenir entre les membres d'une même famille ont été au centre d'un séminaire en ligne consacré aux conséquences du coronavirus sur la société algérienne ouvert mardi à El Tarf.

"Le confinement sanitaire induit par la crise sanitaire liée à la Covid-19 bien que difficile à gérer au quotidien a toutefois contribué au renforcement du dialogue au sein de la famille", a estimé mardi l'enseignante universitaire Hanifa Bouziane lors de ce premier séminaire national en ligne.

L'enseignante de l'université Chadli Bendjedid a précisé qu'une étude de terrain sur les rapports des membres d'une même famille lors du confinement, ayant ciblé 15 familles d'El Tarf, a démontré qu'il y a eu un "renforcement de la communication familiale, ainsi qu'une exploitation de cette opportunité pour un rapprochement remarquable".

Mme Bouziane a considéré que ce rapprochement entre les membres d'une même famille "a permis de mieux gérer la décision de réduction des contacts sociaux".

Relevant, néanmoins, des difficultés, voire des échanges agressifs (verbaux et physiques) vécus particulièrement par certaines familles aux revenus modestes où souvent, seul le père subvient aux besoins des siens et dont la pandémie a sérieusement impacté sur son activité journalière, l'intervenante a souligné que l'encouragement de certaines pratiques allant dans le sens du renforcement des valeurs religieuses "ont permis à nombre d'entre elles (familles) de surmonter, tant bien que mal, cette «promiscuité» imposée".

De nouvelles habitudes ont été constatées, dont principalement celles liées à l'accomplissement des prières collective à domicile, la préparation de mets par la gent masculine et la visualisation et le partage de jeux et émissions virtuelles entre les membres d'une même famille, a-t-on noté, relevant que cette situation a contribué au "raffermissement des liens et à une meilleure compréhension des uns et des autres".

Abondant dans le même sens, l'enseignante Boughraf Hanane qui a consacré son intervention à la distanciation sociale et au rapprochement virtuel, a expliqué que le confinement sanitaire a permis aux citoyens d'opter pour le mode virtuel afin de continuer à communiquer et à échanger tout en préservant leurs vies.

"Cette situation difficile a vite été dépassée par de nombreux internautes qui ont su conserver un rythme de vie «acceptable» en restant connectés avec le monde extérieur sans s'exposer aux éventuelles contaminations à la covid-19", a-t-elle relevé, soulignant que le monde virtuel a permis à de nombreux utilisateurs des TIC de garantir la distanciation physique sans pour autant rompre avec les activités habituelles ou contacts divers (familial, professionnel, divertissement, entre autres). Selon Nadia Ayadi, présidente du séminaire en ligne tenu à l'initiative du département de sociologie de l'université d'El Tarf, nombreux sont les participants représentant plusieurs universités nationales qui ont développé diverses thématiques et mis en relief le rôle du dialogue familial durant cette crise sanitaire et la contribution de toutes les franges de la société pour dépasser cette conjoncture.

L'accent a été enfin mis sur l'importance de multiplier les rencontres-débats autour de thèmes en rapport avec cette crise sanitaire et ses impacts multiples et diversifiés sur la société.

JOURNÉE MONDIALE DES DROITS DU CONSOMMATEUR

Campagne de sensibilisation sur la pollution due au plastique

Le ministère du Commerce a tracé, à l'occasion de la Journée mondiale des droits du consommateur (15 mars), un programme de sensibilisation sur la pollution environnementale due au plastique, indique mardi un communiqué du ministère.

Cette manifestation, organisée sous les auspices du ministre du Commerce, Kamel Rezig en coordination avec toutes les parties concernées, aura pour thème "Lutte contre la pollution due au plastique", précise le communiqué.

Dans l'objectif de conférer un cachet "particulier" à la célébration de la Journée mondiale des droits du consommateur 2021, le ministère du Commerce a arrêté un programme adapté aux règles de prévention contre la Covid-19, prévoyant des actions de sensibilisation, via les médias, sur l'impérative lutte contre la pollution environnementale due au plastique, pour protéger le citoyen contre les dangers de cette matière, ajoute la même source.

Cette campagne vise à conscientiser les consommateurs sur les conséquences du jet du plastique à usage unique dans la nature et sur l'impératif de



privilégier d'autres produits, à l'instar des sacs en papier et du couffin traditionnel, souligne le communiqué. Le coup d'envoi de la célébration de cette Journée mondiale sera donné, en visioconférence, par le ministre du Commerce avec la participation des services extérieurs de son département et des associations de protection du consumma-

teur. Des programmes de sensibilisation seront, également, animés à travers les chaînes de Radio et de télévision par les représentants du ministère du Commerce (administration centrale et services extérieurs), indiquant la même source, qui fait état de la célébration de cette Journée à travers les réseaux sociaux et les sites officiels du ministère du

Commerce (Directions régionales, Chambres de Commerce, Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage, Laboratoires de lutte contre la fraude...etc).

La sensibilisation des consommateurs aux dangers du jet anarchique du plastique se fera aussi via des SMS envoyés par le ministère en collaboration avec les trois opérateurs téléphoniques.

Dans le cadre de la mobilisation contre la pollution due au plastique, le ministère du Commerce œuvrera à l'implication des départements ministériels concernés, dont l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur, l'Environnement, l'Industrie, la Santé, la Communication et les Affaires religieuses, précise encore la même source.

La Journée mondiale des droits du consommateur a été célébrée l'année dernière sous le thème "Le consommateur durable".

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'actualisation du texte exécutif portant financement de projets dans les zones d'ombre soulignée

Le ministre de la Poste et Télécommunications Brahim Boumzar a insisté mardi à Nâama sur la nécessité d'actualiser et de réviser le texte exécutif portant sur les critères de financement de projets du secteur au titre du Fonds d'appui du service universel de la poste et des télécommunications afin de satisfaire les besoins des zones d'ombre.

Le ministre a indiqué à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, que la mise à jour et la révision des critères de financement de ce fonds relevant de son département permettra de garantir une couverture d'un grand nombre de zones d'ombre en services postaux et de télécommunications par le raccordement aux réseaux de téléphonie fixe et mobile.

Brahim Boumzar a fait savoir, par ailleurs, qu'un accord a été conclu avec l'entreprise Algérie Télécom en tant que société citoyenne pour exonérer les annexes communales des redevances et réviser la tarification qui revient chère aux communes à travers

l'abonnement au réseau internet utilisés à des fins de service public, comme délivrer des documents administratifs.

Inspectant la qualité des prestations fournies par les opérateurs de téléphonie mobile dans la couverture des zones d'ombre, le ministre s'est enquis du service d'une station de base de l'opérateur public Mobilis au village de Hassi Defla, dans la commune de Sfisifa, qui sera suivie par la couverture en internet des zones de Langar et de Djebel Aissa de la commune de Tiout dans les prochaines semaines à la faveur d'un financement par le Fonds national d'appui du service universel.

Au sujet des opérations menées dans le cadre de la téléphonie fixe et mobile au niveau de ces zones reculées, Brahim Boumzar a insisté sur la coordination entre les opérateurs de téléphonie mobile pour l'élargissement de la couverture et l'exploitation commune des équipements dans tous les axes routiers de la wilaya.

Le ministre a également inspecté un bureau de poste dans le village d'Oulgag, dans la commune de Sfisifa, annonçant un nombre supplémentaire de distributeurs automatiques au profit de bureaux de poste de la wilaya, notamment celles situées dans les zones d'ombre.

La wilaya de Nâama assure la couverture de 19 zones d'ombre en services postaux et réservera, dès le début du mois de mars prochain, aux 37 zones d'ombre restantes un deuxième bureau postal devant assumer ces services.

En outre, les villages de Draa Essaa, dans la commune de Moghrar et de Ouzgnet (Sfisifa) ont également bénéficié du raccordement par fibre optique.

La phase expérimentale est en cours pour raccorder trois écoles et 29 établissements de santé à travers la wilaya par Internet via le satellite algérien "Alcomsat", selon les explications four-

nies au ministre.

A haï "17 octobre 1960", dans la commune d'Ain Sefra, Brahim Boumzar a donné le coup d'envoi d'une opération de raccordement des maisons par fibre optique, qui est une nouvelle technologie permettant d'augmenter le débit Internet dans le cadre de la stratégie d'Algérie Télécom pour développer les technologies de connexion au réseau internet haut débit, où la wilaya a bénéficié de 17 projets de raccordement de 3 720 clients.

Dans la commune de Nâama, le ministre a inauguré un réseau de fibre optique réalisé sur une distance de 200 km au sud de la wilaya ayant permis le raccordement de cinq communes traversant environ 20 zones d'ombre pour un coût de 194 millions DA.

Par ailleurs le ministre a suivi deux exposés au Centre d'amplification hertzien à Nâama, le premier sur le processus d'augmentation du champ hertzien en installant la dernière technologie de dispositifs de messagerie, projet qui permettra une augmentation du débit d'Internet de 10 gigaocets à 100 gigaocets.

Le deuxième exposé a abordé l'augmentation du débit et la portée de transit pour les services de communication et Internet à travers 48 accès répartis dans différentes régions de la wilaya ce qui permettra d'assurer la pérennité du service, le désenclavement des zones éloignées et le raccordement au téléphone et à Internet des zones les plus reculées en assurant un débit élevé et stable pour satisfaire toutes les demandes.

Brahim Boumzar s'est enquis également des opérations d'aménagement d'agences commerciales de Algérie Télécom dans les communes de Nâama et Mecheria dotées d'une enveloppe financière de 14 millions DA et a visité deux agences commerciales des opérateurs de téléphonie mobile Mobilis et Djezzy à Mécheria.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Un mort et 147 blessés en 24 heures

Une (1) personne a trouvé la mort et 147 autres ont été blessés dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi mercredi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été signalé dans la wilaya d'Alger qui a enregistré le décès d'une personne heurtée par un véhicule sur l'autoroute menant de Dar El Beïda vers Alger centre, au niveau de la commune d'Hussein Dey, précise le bilan. Durant la même période, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de premières urgences à "11 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bain à l'intérieur des domiciles à travers les wilayas de Tébessa, Alger, Jijel, Naâma et Constantine".

Les secours de la Protection civile ont égale-

ment procédé à l'extinction de "six (6) incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas d'Adrar, Blida, Annaba, Bouira et Tlemcen".

S'agissant des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué "63 opérations de sensibilisation à travers 15 wilayas (37 communes)", pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique.

Elles ont effectué aussi "48 opérations de désinfection générale à travers 13 wilayas (30 communes), touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles". La DGPC a mobilisé pour les deux opérations "209 agents, tous grades confondus, 43 ambulances et 25 engins d'incendie", conclut le bilan de la Protection.

NATIONS UNIES

La 5^{ème} session de l'Assemblée pour l'environnement les 22 et 23 février à Nairobi

La 5^e session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE-5) se tiendra virtuellement, les 22 et 23 février en cours à Nairobi, autour du thème "renforcer les actions pour la nature afin d'atteindre les objectifs de développement durable", a annoncé mercredi à Nairobi le bureau de l'ANUE.

A la lumière de la pandémie "Covid-19" et sur la base de larges consultations avec les Etats membres et les parties prenantes, le Bureau de l'ANUE avait décidé, le 8 octobre 2020, que la 5^e session de l'Assemblée des Nations Unies devrait se dérouler en deux étapes.

La première aura lieu les 22 et 23 février 2021.

L'ordre du jour de cette rencontre sera axé sur les décisions urgentes, alors que les questions de fond qui nécessitent des négociations approfondies seront reportées à la 2^{ème} partie de cette session prévue en février 2022, a précisé la même source.

Le thème qui a été décidé lors d'une réunion conjointe des Bureaux de l'Assemblée et du Comité des représentants



permanents début décembre 2019, sur la base de consultations approfondies avec les Etats membres et les parties prenantes, appelle à une action renforcée pour proté-

ger et restaurer la nature et trouver les solutions fondées sur la nature pour atteindre les objectifs de développement durable dans leurs dimensions complémentaires

(sociale, économique et environnementale).

Cette session mobilisera, selon la même source, les Etats membres et les parties prenantes à partager et à mettre en œuvre des approches et des solutions fondées sur la nature qui ont fait leurs preuves et qui contribuent à la réalisation de l'agenda 2030 et des objectifs de développement durable, en particulier l'éradication de la pauvreté et la promotion de modes de consommation et de production durables.

Elle permettra également de prendre "des mesures ambitieuses" pour mieux reconstruire en veillant à ce que les investissements après la pandémie Covid-19 contribuent au développement durable, selon le Bureau de l'ANUE.

GRÈCE

Des centaines de milliers de foyers toujours privés d'électricité à cause de la neige

Des centaines de milliers de foyers de la banlieue d'Athènes et d'autres régions du pays étaient toujours privés d'électricité mercredi après une vague de froid et des chutes de neige exceptionnelles en début de semaine, selon les médias locaux.

Alors que le soleil brillait mercredi matin et que la neige fondait après avoir atteint quelque 30 cm d'épaisseur dans la banlieue de la capitale, quelque 250.000 foyers de la région d'Athènes étaient toujours privés de courant mercredi, selon Yorgos Patoulis, préfet de l'Attique.

Des milliers d'autres personnes dans le reste du pays se trouvaient toujours sans électricité ou sans eau courante, parfois pour la deuxième journée consécutive.

"Notre priorité est la réparation du réseau électrique qui a subi des dommages tangibles après les chutes de centaines d'arbres, surtout dans les banlieues nord et est d'Athènes", a indiqué Nikos Hardalias, secrétaire d'Etat à la Protection civile, à l'issue d'une réunion.

Les équipes spéciales chargées des catastrophes (Emak) et l'armée s'emploient, avec l'opérateur HEDNO, à rétablir le courant "d'ici mercredi soir", a-t-il promis, ce qui représente selon lui "un grand défi".

Dans un communiqué, HEDNO a indiqué mercredi que "le courant avait été rétabli pour 30.000 foyers" à la mi-journée.

D'après les médias mercredi, les autorités locales, gouvernementales et l'opérateur se renvoyaient la responsabilité des dégâts importants sur le réseau électrique.

Le parti de centre-gauche Kinal a accusé les autorités "d'être incapables de protéger les citoyens" tandis que la gauche de Syriza a estimé que le gouvernement "traite les citoyens comme s'ils étaient invisibles".

"Cela fait 24 heures qu'on est sans électricité dans notre appartement, sans chauffage central, heureusement nous avons une cheminée (...)", a témoigné mercredi le météorologue Kostas Lagouvardos, qui habite à Melissa à 15km au nord d'Athènes.

"Le problème est surtout pour les personnes âgées ou les enfants", a-t-il ajouté.

Athènes a été frappé lundi et mardi par une vague de froid nommée "Médée", du nom d'un personnage de la mythologie, et par des chutes de neige sans précédent depuis au moins depuis treize ans, selon les météorologues.

Deux personnes âgées sont mortes sur l'île d'Eubée, proche d'Athènes, après que leurs appareils respiratoires se sont arrêtés pour cause de coupure d'électricité. Le froid a fait une troisième victime, un sexagénaire découvert mort devant son grenier sur l'île de Crète. Les transports étaient fortement perturbés lundi et mardi. L'autoroute reliant Athènes à Thessalonique (nord) n'a rouvert que mercredi matin.

TCHAD

35 morts dans des affrontements intercommunautaires

Au moins 35 personnes dont un militaire ont été tués dans des affrontements entre éleveurs et cultivateurs dans le sud du Tchad en proie à des conflits meurtriers entre ces communautés, rapportent mercredi, des médias, citant le secrétaire général de la province, Mara Maad.

Des cultivateurs "ont été attaqués par des coupeurs de route. Cette

attaque a fait un mort et deux blessés", a indiqué M. Maad.

En représailles, les cultivateurs, qui accusent les éleveurs d'être responsables, "ont attaqué lundi une zone où vivent les éleveurs" dans la province du Salamat, dans le sud-est du Tchad.

Au total, "ces affrontements intercommunautaires ont fait 35 morts dont un militaire", a-t-il déclaré. Des forces

de l'ordre ont été déployées dans la province. Le retour au calme est intervenu lundi après-midi.

"Ce drame est parti d'un incident avec des coupeurs de route", des voleurs armés qui opèrent en embuscades sur les routes.

"Cette fois-ci, ce n'est pas lié à la dévastation d'un champ", a estimé M. Maad.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Au moins 16 corps repêchés après un naufrage sur le fleuve Congo

Au moins seize corps ont été repêchés des eaux du fleuve Congo après le naufrage d'une péniche surchargée dimanche en République démocratique du Congo (RDC) alors que plusieurs autres corps restent coincés dans les débris de l'embarcation, selon un décompte mercredi de la marine et de la Croix rouge congolaises. "Nous avons

secouru 125 personnes. Nous avons repêché seize corps", a déclaré Papy Kamalubanda, commandant de la force navale congolaise dans cette zone et chef des opérations de sauvetage. Partie dimanche du port fluvial de Maluku près de Kinshasa, la péniche (appelée baleinière en RDC) surchargée de passagers et de marchan-

dises qui se rendait à Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Equateur, selon des témoignages des rescapés.

"Nous étions nombreux, très nombreux. Au moment où la baleinière s'est renversée, plusieurs personnes se sont noyées. Ceux qui étaient dans le compartiment d'en bas se sont retrouvés sous la baleinière", a

témoigné, Mado Tshala, une rescapée. Pays de 2,3 millions de km2, la RDC compte très peu de routes praticables et les déplacements se font souvent sur le fleuve Congo et ses affluents ainsi que les lacs.

Des naufrages se produisent régulièrement, le plus souvent avec de lourds bilans humains et matériel.

INDE

50 morts retrouvés après le dérapage d'un autocar dans un canal

Cinquante corps sans vie ont été retrouvés après le dérapage et la chute dans un canal d'un autocar qui transportait environ 60 passagers, mardi, dans l'Etat indien du Madhya Pradesh (centre), a confirmé, mercredi, un haut

responsable de l'administration du district.

Au moins deux personnes sont toujours portées disparues. L'autocar est tombé dans le canal de Bansagar de 6 mètres de profondeur dans le district de

Sidhi, à environ 493 km à l'est de la capitale de l'Etat, Bhopal.

Sept personnes ont survécu à l'accident, certaines ont nagé seules vers les rives tandis que quelques autres ont été secourues par des habitants.

ITALIE

Une spectaculaire éruption du volcan Etna provoque une pluie de pierres

Le volcan sicilien Etna, tout près de la ville portuaire de Catane (côte Est), a connu mardi une nouvelle éruption, spectaculaire mais sans danger, entraînant une pluie de petites pierres volcaniques et de cendres sur cette ville dont l'aéroport a été fermé.

L'affaissement d'une partie du cratère Sud-Est du célèbre

volcan a provoqué un débordement et un glissement de lave le long de la paroi occidentale, qui ne met toutefois pas à risque les villages habités proches du volcan, a précisé un responsable de l'Institut national de Géophysique et de Vulcanologie (INGV) à l'agence Agi. "Nous avons vu pire", a commenté Stefano Branca,

directeur d'Ingv à Catane, jugeant que l'événement commencé en fin d'après-midi "n'était pas du tout inquiétant".

Les sapeurs pompiers ont signalé en début de soirée sur leur compte Twitter qu'ils surveillaient néanmoins l'évolution de la situation dans trois petites communes au pied du volcan, Linguaglossa,

Fornazzo et Milo. Les images de l'éruption montrent en fin d'après-midi un impressionnant panache rosé de cendres au-dessus du sommet enneigé du volcan.

La nuit arrivée, le nuage s'était largement dissipé, mais l'Etna était encore le théâtre de nombreuses coulées de lave incandescente.

CHINE

Six morts dans l'incendie d'une mine d'or dans l'est

Six personnes ont été tuées mercredi après un incendie dans une mine d'or dans la province chinoise du Shandong (est), ont annoncé les autorités locales. L'incendie s'est déclaré alors que les travailleurs effectuaient la maintenance des équipements de la mine d'or de Caojiawa, située dans la ville de Zhaoyuan, selon des sources du gouvernement municipal de Zhaoyuan. Dix mineurs ont été pris au piège par le feu sous les puits. Quatre d'entre eux ont été secourus et ont été envoyés à l'hôpital pour des soins médicaux. Près de 200 personnes ont été mobilisées dans la mission de sauvetage, selon les autorités.

BECHAR 10 milliards DA pour l'étude et la réalisation d'un CHU



Une enveloppe financière de 10 milliards de DA a été dégagée par l'Etat pour l'étude et la réalisation d'un centre hospitalo-universitaire (CHU) à Bechar, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Après la levée du gel sur cet important projet, un comité technique a été mis en place pour la concrétisation de cette opération, présidé par le chef de l'exécutif de la wilaya, et il a été procédé au choix d'une assiette foncière de 24 hectares pour l'implantation de ce futur CHU de rayonnement régional, a indiqué le DSP par intérim, Moulay Abderrahmane.

Ce projet de CHU, tant souhaité par la population et les professionnels de la santé, renforcera la prise en charge des soins, de médecine générale et spécialisée, en plus de permettre la formation théorique et pratique des futurs professionnels médicaux, personnels paramédicaux et chercheurs en sciences médicales dans le Sud-ouest, et ce en étroite coordination avec la faculté de médecine de l'université "Tahri Mohamed" de Bechar, a-t-il souligné.

Cette structure hospitalo-universitaire d'une capacité de 600 lits, est déjà confortée par l'existence de plusieurs structures hospitalières d'importance, à l'exemple du centre régional anticancéreux, l'hôpital "Mohamed Boudiaf" dédié à la sante Mère-Enfant, la clinique ophtalmologique de l'amitié algéro-cubaine, et des projets hospitaliers en voie de réalisation dans la wilaya, a ajouté M.Moulay.

Il s'agit des projets d'un hôpital de 120 lits au chef lieu de daïra d'Abadla (88 km au sud de Bechar) dont les travaux sont à 60% d'avancement et qui a bénéficié récemment d'une opération d'acquisition des équipements, et d'un hôpital psychiatrique de 120 lits à Bechar dont les travaux sont à 75% d'avancement et qui vient lui aussi de bénéficier d'une opération d'équipement au titre de l'année budgétaire 2021, a précisé le responsable.

Outre ces structures de santé, deux autres hôpitaux de 60 lits chacun vont être ouverts dans la région frontalière de Béné-Ouif (110 km au nord de Bechar) et à Kerzaz (350 km au sud de Bechar), dans le cadre du renforcement de la carte de santé de la wilaya.

Ces structures seront dotées de personnels médicaux spécialisés au cours de la sortie de promotions de praticiens spécialisés des différentes facultés du pays en 2021, a-t-on expliqué à la DSP.

Aussi, la wilaya compte sept (7) polycliniques de 40 lits qui sont en voie d'achèvement avec des taux d'avancement des travaux variant de 55% à 98%, dont trois (3) à travers dans les groupements urbains de la commune de Bechar et une (1) respectivement dans les communes de Ksabi, Béné-Yekhef, Ouled-Khodeir et Mechraa Houari-Boumediene.

La réalisation de ces structures vise l'amélioration et la modernisation de la prise en charge préliminaire des malades à travers ces collectivités dont certaines sont éloignées des grands centres hospitaliers de la région, selon le DSP par intérim de Bechar.

ALGÉRIE - BILAN- CORONAVIRUS 178 nouveaux cas, 159 guérisons et 2 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Cent soixante-dix-huit (178) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 159 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 111.247 dont 178 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2947 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 76.489, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 19 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 24 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr



Djamel Fourar. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique

actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation

physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19 - VACCIN Réception de près d'un million de doses de vaccin fin février 2021 (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a indiqué que l'Algérie recevra, fin février, 200.000 doses de vaccins chinois en sus de 700.000 à 800.000 doses dans le cadre du groupe COVAX du vaccin contre la covid-19.

"L'Algérie recevra, février en cours, 200.000 doses de vaccins chinois et outre 700.000 à 800.000 doses dans le cadre du groupe COVAX du vaccin anti covid-19 en attendant l'arrivée, ultérieurement, d'autres quantités", a déclaré le ministre lors d'une journée parlementaire sur "La pandémie du coronavirus en Algérie et la stratégie de vaccination", organisée mardi à Alger par la Commission de la Santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale au Conseil de la Nation en présence du Président du conseil par intérim, Salah Goudjil.

Affirmant que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait tenu sa promesse concernant l'acquisition en janvier du vaccin au profit des citoyens, M.

Benbouzid a appelé les citoyens à "se faire vacciner pour un retour à la normale".

Par ailleurs, le premier responsable du secteur a incité les médias et tous les partenaires sociaux à la "coopération avec le secteur pour la sensibilisation, à grande échelle, des citoyens à l'importance de la vaccination.

Et d'ajouter que l'Algérie recevra,



fin avril, 9 millions de doses de vaccin dans le cadre de l'Institut africain pour la prévention des épidémies relevant de l'Union africaine (UA), a annoncé la directrice de pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, Wahiba Hadjoudj.

La responsable est revenue sur les différentes phases de négociations menées, une année durant, avec les différents laboratoires à l'intérieur et à l'extérieur du pays, couronnées par l'obtention de l'Algérie de son quota de vaccins auprès de plusieurs laboratoires, affirmant qu'"aucun pays ne serait en mesure d'obtenir son quota de vaccin auprès d'un même laboratoire, vu la forte demande mondiale sur cette substance vitale en la conjoncture actuelle".

Pour sa part, le directeur général de

l'Institut Pasteur, Dr Fawzi Derrar a souligné que l'acquisition des vaccins avait obéi aux choix et recommandations du Conseil scientifique, assurant qu'"ils répondent aux normes et critères de sécurité sanitaire et d'efficacité en vigueur".

Le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Dr Djamel Fourar a présenté le plan stratégique mis en place par le ministère, depuis janvier dernier, dans le cadre de la campagne de vaccination, conformément aux instructions données par le président de la République, citant la plateforme numérique de suivi du déroulement de cette campagne, à travers le territoire national avec la garantie d'une distribution équitable, en tenant compte de la densité de la population dans chaque région.

M. Fourar est revenu à cette occasion sur les scénarios envisagés par le ministère pour favoriser l'accès des catégories ciblées au vaccin et atteindre un taux de couverture de 70% de la population sur une durée d'une année, et ce en vue de stopper la chaîne de contamination communautaire, et partant concourir à l'aboutissement de la campagne en faveur de 20 millions de citoyens.

Il a appelé, dans ce sens, l'ensemble des acteurs sur le terrain à mobiliser les citoyens et à les inciter à la vaccination pour rétablir la confiance et mettre fin aux rumeurs relayées par les sceptiques via les réseaux sociaux.

EL-OUED 40 centres mobilisés pour la vaccination anti Covid-19

Quarante (40) centres de vaccination contre la pandémie du Coronavirus ont été retenus à travers les 30 communes de la wilaya d'El-Oued pour la phase préliminaire de cette campagne qui se poursuit dans la wilaya, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Ces structures sont encadrées par des staffs médicaux et sont dotées d'équi-

pements nécessaires en vue de mener cette action préventive dans de bonnes conditions, a précisé le coordinateur de l'action à la DSP d'El-Oued, Dr. Abdelkader Lâaoui.

La mobilisation de ces centres a été répartie selon la densité de la population mais aussi dans les régions enclavées et les zones d'ombre dans le but de rapprocher les prestations médi-

cales du citoyen, a-t-il souligné. Par souci d'assurer le bon déroulement de l'opération, il a été procédé à la formation de 40 praticiens et 160 paramédicaux sur les procédures techniques des phases de vaccination.

Lancée la semaine dernière au niveau de 12 centres mobilisés localisés au niveau des établissements publics hospitaliers (EPH) et de santé de proximité

(EPS) de la wilaya, la première phase de vaccination anti-Covid-19 a ciblé les personnels du secteur de la santé, en première ligne de la lutte contre la pandémie, ainsi que les malades chroniques.

Pour cette campagne de vaccination, la wilaya a reçu 800 doses du vaccin AstraZeneca, a-t-on indiqué à la DSP d'El-Oued.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DE LA PANDÉMIE

Le Covid-19 a fait au moins 2.419.730 décès dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 2.419.730 décès dans le monde depuis l'apparition de la maladie en décembre 2019, selon un nouveau bilan établi à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 109.464.770 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 67.145.900 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.

Sur la journée de mardi, 10.983 nouveaux décès et 369.780 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.400 nouveaux morts, le Mexique (1.329) et le Brésil (1.167).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 488.081 décès pour 27.756.627 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 240.940 morts et 9.921.981 cas, le Mexique avec



175.986 morts (2.004.575 cas), l'Inde avec 155.913 morts (10.937.320 cas), et le Royaume-Uni avec 118.195 morts (4.058.468 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nom-

bre de morts par rapport à sa population, avec 188 décès pour 100.000 habitants, suivie par la Slovaquie (181), le Royaume-Uni (174), la République tchèque (174) et l'Italie (156).

L'Europe totalisait mercredi à 11H00 GMT 813.293

décès pour 35.853.238 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 645.812 décès (20.308.244 cas), les Etats-Unis et le Canada 509.440 décès (28.586.134 cas), l'Asie 249.467 décès (15.756.115 cas), le Moyen-Orient 101.356 décès (5.155.751 cas), l'Afrique 99.415 décès (3.773.369 cas), et l'Océanie 947 décès (31.925 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

OMS

Baisse de 16% des nouveaux cas de contamination dans le monde

Le nombre des nouveaux cas de contamination au Covid-19 dans le monde a chuté de 16% la semaine dernière pour atteindre 2,7 millions, a annoncé mardi soir l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le nombre des nouveaux décès signalés a également diminué de 10% par rapport à la semaine précédente, atteignant 81.000, selon la mise à jour épidémiologique hebdomadaire de l'OMS, basée sur les données jusqu'à dimanche.

Cinq des six régions du monde prises

en compte par l'OMS ont signalé une baisse à deux chiffres du nombre de nouveaux cas, seule la Méditerranée orientale affichant une hausse, de 7%.

Le nombre de nouveaux cas a chuté de 20% la semaine dernière en Afrique et dans le Pacifique occidental, de 18% en Europe, de 16% sur le continent Américain et de 13% en Asie du Sud-Est.

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré lundi que le nombre de nouveaux cas avait diminué pour une cinquième semaine

consécutives, chutant de près de moitié par rapport aux plus de cinq millions de cas enregistrés dans la semaine du 4 janvier. "Cela montre que de simples mesures de santé publique fonctionnent, même en présence de variants", a-t-il déclaré. "Ce qui importe maintenant, c'est la façon dont nous réagissons à cette tendance. Le feu n'est pas éteint, mais nous avons réduit sa taille."

Si nous arrêtons de le combattre sur quelque front que ce soit, il reviendra en force", a-t-il averti.

ALLEMAGNE

Le variant britannique en voie de devenir "dominant" en Allemagne (ministre)

Le variant britannique, qui représente désormais en Allemagne plus de 20% des cas recensés de Covid-19, est en voie d'y devenir "dominant", a prévenu mercredi le ministre de la Santé, Jens Spahn. "Nous sommes particulièrement préoccupés par le variant découvert au Royaume-Uni."

Il y a deux semaines, ce variant représentait un peu

moins de 6% des échantillons examinés. Entre-temps, il est devenu supérieur à 20, à plus de 22%", a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse. Les autorités sanitaires allemandes ont analysé environ 23.000 tests PCR positifs et ont séquencé le virus pour déterminer cette proportion. "Cela signifie que, comme on l'a déjà observé dans d'autres pays, la

proportion d'infections par ce variant du virus double environ chaque semaine.

Il faut s'attendre à ce qu'il devienne également dominant dans notre pays", a prévenu le ministre de la Santé.

La proportion du variant sud-africain se situe à un niveau beaucoup plus bas, à environ 1,5%, a-t-il précisé.

L'Allemagne a instauré depuis dimanche des

contrôles à plusieurs de ses frontières pour contrer ces variants, suscitant des critiques en Europe.

Après des semaines de restrictions, dont la fermeture des écoles, le nombre d'infection est en baisse et le taux d'incidence est tombé à 57 pour 100.000 mercredi.

"Cela signifie que nos mesures de protection fonctionnent", a salué M. Spahn.

INDONÉSIE

Deuxième vague de vaccination

L'Indonésie a commencé mercredi la deuxième phase de sa campagne de vaccination contre le coronavirus, qui vise les travailleurs à risque et les plus âgés, ont rapporté des médias citant une source officielle. Au cours d'une première phase qui a débuté le 13 janvier, 1,1 million de soignants ont été vaccinés, selon les données du ministère de la Santé.

Le personnel médical a commencé mercredi à injecter des doses de vaccins à des centaines de vendeurs du vaste marché au textile de Tanah Abang à Jakarta, selon des médias.

L'Indonésie va donner la priorité, pour cette deuxième phase, aux personnes de plus de 60 ans et aux travail-

leurs le plus en contact avec le public, comme les commerçants, les enseignants, les policiers ou les fonctionnaires. Ils vont recevoir le vaccin chinois CoronaVac, produit en partie en Indonésie. Le ministre de la Santé indonésien, qui assistait à l'opération, a reconnu que de nombreux Indonésiens étaient encore réticents à l'idée de se faire vacciner.

"Ce matin, on a vacciné le vice-président Ma'ruf Amin", qui a 77 ans, a-t-il indiqué, espérant que cela puisse "motiver d'autres gens, notamment les plus âgés". Le marché au textile de Tanah Abang, le plus grand d'Asie du Sud-Est, abrite sur plusieurs étages, quelque 55.000 vendeurs. Il avait été fermé au

début de l'épidémie quand les marchés avaient été identifiés comme des foyers d'infection importants dans la capitale indonésienne.

Les autorités comptent vacciner quelque 38,5 millions d'Indonésiens lors de la deuxième phase d'ici fin mai.

L'Indonésie veut vacciner au total plus de 180 millions de personnes, mais cela pourrait prendre plusieurs années, selon des analystes.

L'archipel de près de 270 millions d'habitants a enregistré près d'1,3 million de cas d'infection au coronavirus et plus de 33.000 décès.

Mais le faible nombre de tests effectués suggère que la propagation du virus pourrait être bien plus importante.

VACCINS - AVIATION

Seize compagnies aériennes s'associent à l'Unicef pour le déploiement des vaccins

Seize grandes compagnies aériennes se sont associées au Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (Unicef) pour soutenir le déploiement global de vaccins anti-Covid-19, de médicaments essentiels et d'autres fournitures essentielles dans le monde entier, a indiqué l'ONU.

Ces compagnies aériennes ont signé des accords avec l'agence onusienne pour soutenir son "Initiative de fret aérien humanitaire", qui servira également de mécanisme mondial de préparation logistique pour d'autres crises humanitaires et sanitaires à long terme, selon le site officiel de l'ONU. "La livraison de ces vaccins vitaux est une entreprise monumentale et complexe, compte tenu des volumes à transporter, des exigences de la chaîne du froid, du nombre de livraisons prévues et de la diversité des itinéraires", a déclaré la Directrice de la Division des approvisionnements de l'UNICEF, Etleva Kadilli.

Les compagnies aériennes couvriront des liaisons vers plus de 100 pays soutenant le mécanisme COVAX - l'effort mondial visant à assurer un accès équitable aux vaccins contre la Covid-19.

A partir de cette année et sous réserve que toutes les conditions soient remplies et que les plans d'allocation soient finalisés, 145 pays recevront des doses pour vacciner en moyenne 3% de leur population. C'est ce que prévoit le plan d'allocation du premier tour de l'installation COVAX.

En plus de donner la priorité aux expéditions de fournitures vitales, les compagnies aériennes prendront des mesures, telles que le contrôle de la température et la sécurité, tout en ajoutant des capacités de fret sur les itinéraires, si nécessaire.

L'Unicef a souligné que leurs engagements sont essentiels à la "livraison rapide et sûre" des vaccins et des fournitures essentielles.

"Le transport sûr, rapide et efficace des fournitures vitales est essentiel pour soutenir l'accès aux services essentiels pour les enfants et les familles, a déclaré le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance. De plus, les livraisons de COVAX et la vaccination ultérieure des travailleurs de première ligne aideront les systèmes de santé et de soins sociaux à reprendre ces services essentiels en toute sécurité."

PANDÉMIE - VACCINS

Guterres appelle à bâtir un "plan mondial de vaccination"

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réclamé mercredi au G20 de bâtir un "plan mondial de vaccination" pour "n'oublier personne dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, lors d'une session ministérielle du Conseil de sécurité. "Le monde a urgemment besoin d'un plan mondial de vaccination pour rassembler tous ceux qui ont la puissance, l'expertise scientifique et les capacités de production et financières requises", a-t-il souligné. "Je pense que le G20 (rassemblant les vingt plus puissantes économies de la planète) est bien placé pour établir un groupe de travail d'urgence chargé de préparer un tel plan mondial de vaccination et de coordonner sa mise en oeuvre et son financement", a ajouté le SG de l'ONU. "Ce groupe de travail devrait inclure tous les pays dans lesquels il existe une capacité de développer des vaccins ou de les produire si des licences sont disponibles, ainsi que l'Organisation mondiale de la santé, d'autres organisations techniques compétentes et les institutions financières internationales", a-t-il précisé.

Parmi les 15 membres du Conseil de sécurité, figurent les plus gros producteurs de vaccins: Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et Inde.

Selon Antonio Guterres, le sommet du G7, sous présidence britannique, prévu vendredi, "peut créer l'élan nécessaire pour mobiliser les ressources financières nécessaires".

"Si on laisse le virus se propager comme une traînée de poudre dans les pays du Sud, il mutera encore et encore" avec "de nouveaux variants plus transmissibles, plus mortels qui menaceront potentiellement l'efficacité des vaccins", a-t-il averti.

DÉPRESSION LES HOMMES ET LES FEMMES DIFFÉRENTS

Il existe une expression génétique différente de la dépression chez les hommes et les femmes.

Les hommes et les femmes souffrant de troubles dépressifs majeurs ont des expressions génétiques différentes, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Biological Psychiatry*. Les hommes et les femmes pourraient avoir besoin de différents types de traitement pour la dépression.

Les chercheurs de l'université de Pittsburgh aux États-Unis et le Centre de Toronto au Canada ont analysé le cerveau de personnes dépressives pour établir s'il existait des différences entre les hommes et les femmes.

Pour leur étude, plus de 100 malades cérébraux décédés ont été étudiés et comparés, parmi eux 50 ont servi de groupe témoin et 26 hommes et 24 femmes souffraient de symptômes dépressifs. Les scientifiques ont mesuré la quantité de



protéines produites par un gène et ont constaté qu'il se comportait de façon différente chez les hommes et les femmes. La plupart des gènes qui ont été transformés ont été modifiés chez les hommes ou seulement les femmes. Cependant, les gènes qui ont été modifiés chez les hommes et les femmes ont été altérés dans des directions opposées.

"Cet article met en évidence les mécanismes moléculaires divergents contribuant à la dépression chez les hommes et les femmes", a déclaré John Krystal, rédacteur en chef de *Biological Psychiatry*.

"Ces résultats ont des implications importantes pour le développement de nouveaux traitements potentiels et suggèrent que ces nouveaux médicaments devraient être développés séparément pour les hommes et les femmes", a déclaré le Dr Seney, auteur de l'étude

POURQUOI LA DÉPRESSION TOUCHE-T-ELLE D'AVANTAGE LES FEMMES

C'est un fait statistique : la dépression touche 2 fois plus les femmes que les hommes. Et des chercheurs américains ont peut-être découvert pourquoi...

Les statistiques l'affirment : la dépression est une maladie qui touche 2 fois plus les femmes que les hommes, en particulier après l'âge de 55 ans - les autorités sanitaires estiment qu'1 Français sur 10 sera concerné au

cours de sa vie. Comment expliquer cette différence ? Des chercheurs de la Michigan State University (aux États-Unis) ont peut-être une réponse à apporter à cette épineuse question...

Les chercheurs américains (qui ont publié leurs travaux dans le journal spécialisé *Biological Psychiatry*) ont travaillé avec un groupe de rats mâles et un groupe de rats femelles. Les rongeurs des deux sexes ont été soumis à

un épisode de stress tandis que les chercheurs observaient leur activité cérébrale.

LA CLÉ DU MÉCANISME : LA TESTOSTÉRONE

Verdict ? Les scientifiques ont découvert que, chez les rats mâles uniquement, un mécanisme spécifique se met en place en situation de stress afin de protéger l'animal : ce méca-

nisme (observable dans l'hippocampe, une zone cérébrale impliquée dans la mémoire et l'attention) est alimenté par la testostérone, l'hormone masculine par excellence.

Les chercheurs ont alors tenté de priver les rats mâles de testostérone et d'en fournir aux rats femelles, avant de tous les exposer à nouveau une situation de stress. Résultat : les rats mâles ont commencé à présenter des

symptômes de dépression, tandis que les rats femelles se sont avérés plus résistants à la maladie...

"C'est la première fois qu'est expliquée la différence entre les sexes dans le cadre de la dépression, soulignent les chercheurs. Nous espérons que nos travaux permettront d'identifier de nouvelles stratégies thérapeutiques pour lutter contre cette pathologie." On espère aussi !

LA PILULE CONTRACEPTIVE N'EST PAS UN FACTEUR DE RISQUE DE DÉPRESSION

Il n'existerait aucune preuve liant la pilule contraceptive et la dépression. Prendre la pilule contraceptive n'augmenterait pas les risques de dépression, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Contraception*. Les chercheurs de l'université de l'État d'Ohio (États-Unis) ont réalisé une méta-analyse avec des milliers d'études sur diverses méthodes contraceptives (injections, implants, pilule) et la santé mentale. Ils ont examiné les effets des contraceptifs hormonaux sur les femmes après leur accouchement, sur les adolescents et les personnes

ayant des antécédents de dépression. Toutes les études mènent à la même conclusion : il existe peu de preuves reliant la contraception et la dépression.

"La dépression est un sujet d'inquiétude pour de nombreuses femmes qui commencent à prendre un contraceptif hormonal, surtout quand celui-ci contient de la progestérone", explique le docteur Brett Worly, auteur principal de l'étude et gynécologue-obstétricienne au centre médical Wexner. "Nos résultats montrent que cet effet secondaire ne devrait pas inquiéter la plupart des femmes, et qu'elles

peuvent être à l'aise avec un choix effectué en toute sécurité."

Les femmes qui ne savent pas quel contraceptif choisir être rassurées sur le fait que les pilules sont sûres et ne causent pas de dépression. En revanche, les adolescentes et les femmes enceintes plus à risque de dépression doivent être mieux suivies par les professionnels de santé.

"Pour ces patientes, il est important d'entretenir une bonne relation avec le personnel de santé, afin d'être convenablement suivies, quel que soit le médicament qu'elles prennent", conseille-t-il.



44 mutations génétiques liées à la dépression

Une trentaine de nouveaux variants génétiques de la dépression viennent d'être découverts. Ce qui porte à 44 le nombre de facteurs de risques génétiques dans la dépression sévère.

Dans une précédente étude, des chercheurs américains avaient mis en évidence 17 mutations génétiques susceptibles de favoriser le risque de trouble dépressif majeur. Une nouvelle étude réalisée par le Psychiatric Genomics Consortium et codirigée au Royaume-Uni par le King's College de Londres a permis d'identifier une trentaine de variants génétiques supplémentaires, ce qui porte à 44 le nombre de facteurs de risque génétiques dans la dépression sévère. La dépression majeure affecte environ 14% de la population mondiale mais seulement la moitié des patients répond bien aux traitements existants.

"Les nouveaux variants génétiques découverts ont le potentiel d'ouvrir la voie à la découverte de thérapies nouvelles et améliorées" explique le Dr Breen du King's College de Londres, cité par Medical XPress.

COMPRENDRE LA FONCTION DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX Plus de 200 chercheurs, y compris américains et australiens, ont participé à cette étude de grande ampleur qui a inclus les données génétiques de plus de 135 000 personnes souffrant de dépression majeure. "Mais nous devons poursuivre les recherches afin de comprendre comment la génétique et les facteurs de stress environnementaux travaillent ensemble pour augmenter le risque de dépression" insiste le Dr Breen.

en partenariat avec

COMMENT DIFFÉRENCIER UNE DÉPRIME D'UNE DÉPRESSION ?

Vous vous sentez triste, fatigué, vous n'avez plus envie de rien ? Peut-être souffrez-vous d'une dépression. On fait le point.

QU'EST-CE QU'UNE DÉPRESSION ?

Contrairement aux idées reçues, la dépression n'est pas un simple "coup de mou". Il s'agit d'une véritable pathologie qui survient à cause d'un dysfonctionnement de la transmission de l'information entre des neurones dans une zone du cerveau.

Ce trouble psychiatrique résulte d'un dérèglement de la production et de la transmission de 3 neurotransmetteurs majeurs :

La sérotonine qui a pour fonction d'équilibrer le sommeil, l'appétit et l'humeur.

La dopamine, responsable de la régulation de l'humeur et de la motivation.

La noradrénaline qui gère l'attention et le sommeil.

La dépression, c'est fréquent ? Oui : les experts estiment qu'1 personne sur 5 sera touchée au cours de sa vie, avec un ratio de 2 femmes pour 1 homme. Chaque année, on enregistre 1000 nouveaux cas de dépression en France ; 3 % des enfants (1) sont concernés.

JE N'AI PAS BIEN PAS BIEN : C'EST UNE DÉPRIME OU UNE DÉPRESSION ?

La principale différence entre une "simple" déprime et une véritable dépression, c'est l'impact sur le quotidien : une dépression a généralement un retentissement majeur sur la vie personnelle, professionnelle et sociale des patients.

À savoir, il est également à noter que la dépression (contrairement à la déprime) ne prend pas de "pause" : la personne qui souffre de dépression ressent une tristesse permanente et ne peut pas "se changer les idées". On peut parler de dépression



lorsque 4 symptômes sur les 7 symptômes suivants durent depuis (au moins) 15 jours :

Un trouble de l'appétit : on mange plus, on mange moins... ; Des troubles du sommeil : des insomnies ou, au contraire, une envie de dormir quasiment permanente.

Une difficulté à s'adapter aux situations nouvelles ou inhabituelles : un voyage, une nouvelle rencontre, un nouveau travail... ; Une hyperactivité ou un ralentissement moteur.

Une fatigue sévère. Un sentiment de culpabilité ou de dévalorisation : "je ne vaux rien", "je ne suis pas important", "tout est de ma faute"... ; Des idées suicidaires. À savoir, une dépression est plus susceptible d'apparaître lorsqu'il

existe des prédispositions. Ainsi, les experts estiment qu'une personne dont l'un des deux parents a souffert d'une dépression présente 2 à 4 fois plus de risque d'être dépressive que la population générale. Des facteurs environnementaux peuvent aussi contribuer au développement d'une dépression : décès d'un proche, rupture amoureuse, perte d'emploi...

JE SOUFFRE (PEUT-ÊTRE) DE DÉPRESSION : VERS QUI ME TOURNER ?

Attention ! Une dépression - ou un soupçon de dépression ! - ne doit jamais être prise à la légère. Ainsi, le risque de décès par suicide est 10 fois plus élevé chez les personnes dépressives que pour le reste de la population. Et la dépression ne disparaît pas "toute seule" : d'après

les experts*, le risque de rechute après un premier épisode dépressif est de 60 %. Il grimpe à 90 % après le troisième épisode dépressif...

Vers qui se tourner ? Si vous pensez souffrir de dépression, ne tardez pas : votre premier interlocuteur est (bien sûr) votre médecin généraliste. Celui-ci pourra vous rediriger vers un spécialiste (psychiatre...) ou vous prescrire des médicaments adaptés à votre situation.

Il est à noter qu'en association avec les traitements "classiques", on peut également se tourner vers une psychothérapie, une thérapie comportementale et cognitive (TCC) ou encore vers la méditation : ces prises en charges thérapeutiques se sont avérées très bénéfiques pour la prévention des récurrences d'épisode dépressif majeurs.

OUI, IL EXISTE UN LIEN ENTRE LE SURPOIDS ET LA DÉPRESSION

Les personnes en situation d'obésité ou de surpoids présentent un risque plus élevé de développer une dépression, selon une nouvelle étude danoise. L'indice de masse corporelle (IMC) permet de savoir si on est en surpoids ou en situation d'obésité. Pour le calculer, il faut diviser son poids (en kilos) par sa taille (en mètres) préablement multipliée par elle-même. Si le résultat est supérieur à 25, il s'agit de surpoids. Si le résultat est supérieur à 30, il s'agit d'obésité.

Des chercheurs du Aarhus University Hospital (au Danemark) viennent de découvrir un lien entre la dépression et le surpoids : ainsi, un surpoids de 10 kilos environ augmenterait de 70 % le risque de développer une dépression. Impressionnant !

* Notre étude montre que ce n'est pas la surcharge pondérale en elle-même (ou sa localisation dans le corps) qui est responsable de l'augmentation du risque de dépression : il s'agit plutôt d'un lien psychologique chez la personne en surpoids, ce n'est pas biologique" précise le Dr. Soren Dinesen Østergaard, co-auteur de ces travaux qui



ont été publiés dans le journal spécialisé Translational Psychiatry. Les chercheurs danois fondent leurs conclusions sur l'étude de données médicales génétiques britanniques (issus de la UK Biobank) concernant 330 000 personnes, mises en relation avec des données médicales psychiatriques (issus du Psychiatric Genomics Consortium) concernant 135 000 personnes souffrant de dépression et 145 000 personnes n'en souffrant pas. "Les conséquences psychologiques du surpoids et de l'obésité incluent une estime de soi faible ainsi qu'une image de soi négative : ce sont les deux moteurs principaux qui conduisent au développement d'une dépression", expliquent les auteurs. Qui invitent leurs lecteurs à mesurer leurs propos face à une personne obèse, ainsi qu'à ne pas (...?) stigmatiser l'excès de poids...

ont été publiés dans le journal spécialisé Translational Psychiatry. Les chercheurs danois fondent leurs conclusions sur l'étude de données médicales génétiques britanniques (issus de la UK Biobank) concernant 330 000 personnes, mises en relation avec des données médicales psychiatriques (issus du Psychiatric Genomics Consortium) concernant 135 000 personnes souffrant de dépression et 145 000 personnes n'en souffrant pas. "Les conséquences psychologiques du surpoids et de l'obésité incluent une estime de soi faible ainsi qu'une image de soi négative : ce sont les deux moteurs principaux qui conduisent au développement d'une dépression", expliquent les auteurs. Qui invitent leurs lecteurs à mesurer leurs propos face à une personne obèse, ainsi qu'à ne pas (...?) stigmatiser l'excès de poids...

NIGERIA

Le président Buhari ordonne une opération de sauvetage d'élèves enlevés

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a condamné mercredi l'enlèvement de plusieurs élèves d'un pensionnat dans le centre-ouest du Nigeria et ordonné une opération de sauvetage, selon un communiqué.

"Le président a ordonné aux forces armées et à la police de ramener immédiatement tous les captifs indemnes", a déclaré son porte-parole Garba Shehu dans un communiqué.

La présidence ajoute que le nombre d'élèves et de membres du personnel enlevés dans ce pensionnat, situé à Kagara, dans l'Etat du Niger, était encore indéterminé.

Des hommes armés ont envahi mardi soir un pensionnat situé dans l'Etat du Niger, dans le nord du Nigeria, où ils ont enlevé des centaines d'élèves et plusieurs professeurs, avait affirmé auparavant un responsable local et une source sécuritaire.

"Des bandits sont entrés dans le collège gouvernemental de Kagara la nuit dernière et ont enlevé des centaines d'élèves et leurs professeurs", a déclaré un responsable local de la zone.

"Un des membres du personnel et certains élèves ont réussi à s'échapper. Le personnel a confirmé qu'un étudiant avait été abattu" lors de l'attaque, a ajouté le responsable. Ce rapt massif intervient deux mois après l'enlèvement de 344 adolescents dans un pensionnat de l'Etat voisin de Katsina par des groupes criminels.

Les élèves avaient été libérés une semaine plus tard. Cet établissement d'enseignement secondaire compte environ 1.000 élèves, mais on ne connaît pas pour l'instant le nombre exact d'adolescents enlevés. "Un décompte est en cours pour établir le nombre exact d'élèves kidnappés. Nous espérons que tous ceux qui ont fui l'école reviendront pour le décompte", a déclaré une source sécuritaire. Des militaires avec un soutien aérien étaient à la recherche des ravisseurs et des otages, en vue d'une éventuelle opération de sauvetage, a précisé cette source.

Depuis près de dix ans, le nord-ouest et le centre du Nigeria sont en proie aux violences de groupes criminels qualifiés localement de "bandits", qui multiplient les enlèvements contre rançon et les vols de bétail.

Notamment ceux qui avaient kidnappé en décembre dernier 344 élèves dans un pensionnat de la ville de Kankara, dans l'Etat de Katsina.

Ce rapt avait provoqué un émoi mondial, et ravivé le souvenir de l'enlèvement par le groupe terroriste "Boko Haram" de plus de 200 jeunes filles à Chibok, dans le nord-est du pays, en 2014. Les adolescents de Kankara avaient été libérés après une semaine de captivité. Le 9 février, le responsable de ce rapt, un chef de groupe armé appelé Awwalum Daudawa, s'est rendu aux autorités en échange d'un "accord d'amnistie".

TANZANIE

Covid-19: décès du vice-président de Zanzibar

Le vice-président de la région autonome de Zanzibar en Tanzanie, Seif Sharif Hamad, est décédé mercredi à l'hôpital al Muhimbili, à Dar es Salaam, où il était hospitalisé depuis le 9 février en raison du Covid-19, ont annoncé les autorités. L'infection au coronavirus et l'hospitalisation à Zanzibar de M. Hamad, leader de l'opposition locale depuis plus de 30 ans, avait été rendue publique le 31 janvier par son parti, l'ACT Wazalendo.

"Hamad est mort ce matin à l'hôpital national Muhimbili, à Dar es Salaam, où il était hospitalisé depuis le 9 février de cette année", a déclaré mercredi à la télévision, Ali Hassan Mwinyi, président de Zanzibar. "La nation a perdu un patriote. Je déclare sept jours de deuil et le drapeau national sera en berne pendant ces jours", a-t-il ajouté. Dans un message publié sur Twitter, le président de la Tanzanie, John Magufuli, a également exprimé ses condoléances à la famille de M. Hamad et à l'ACT Wazalendo.

APS

TUNISIE L'UTICA appelle au dialogue pour régler la crise

L'Union tunisienne de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) a indiqué mercredi que la situation socio-économique en Tunisie est "extrêmement grave" et a lancé un appel au dialogue pour régler la crise liée au dernier remaniement ministériel et à l'instauration de la Cour constitutionnelle.

L'organisation patronale a appelé, dans un communiqué, relayé par l'agence TAP, à faire valoir le "dialogue pour résoudre la crise politique que traverse le pays afin d'éviter le pire et de préserver l'expérience démocratique tunisienne", invitant "toutes les parties politiques à assumer leurs responsabilités avant qu'il ne soit trop tard".

L'UTICA a également affirmé sa "disposition à contribuer avec les autres organisations nationales et la société civile à trouver des solutions à la crise actuelle, afin de préserver l'intérêt national et de sauver le pays des grands dangers qui le guettent".

Concernant la Cour constitutionnelle, la première organisation patronale dans le pays a exhorté les parties concernées à assumer leur responsabilité et à la mettre en place le "plus tôt possible".

Pour l'UTICA, la crise politique actuelle a causé de "grands dégâts au pays, à l'échelle interne et externe, a augmenté le pessimisme des Tunisiens et leurs inquiétudes quant à l'avenir et a aggravé l'incertitude des acteurs économiques et des partenaires étrangers de la Tunisie, au moment où le pays a besoin de signaux forts de confiance et de retour au travail et à la production".

L'organisation a, en outre, mis en garde contre la "détérioration des principaux indicateurs économiques du pays à l'instar du chômage, lequel a atteint des taux records" outre la "dégradation du climat des affaires déjà impacté par la crise sanitaire et les blocages des sites de production", appelant à réunir tous les moyens pour fournir les vaccins contre le nouveau coronavirus "dans le plus bref des délais". L'UTICA



avait fait partie en 2013, du "quartier du dialogue national" aux côtés de l'UGTT, la LTDH et le Conseil de l'Ordre des avocats.

Ce quartet avait permis à la Tunisie de dépasser la crise politique survenue en 2013 et l'adoption de l'actuelle constitution.

La veille, le bureau exécutif de l'Union Générale Tunisienne du travail (UGTT) a appelé à résoudre l'"impassé constitutionnelle" liée au dernier remaniement ministériel ayant "compromis la situation politique" dans le pays, exprimant sa "profonde préoccupation face à l'aggravation de la situation, en particulier après la crise provoquée par le dernier remaniement ministériel et l'impassé constitutionnelle qu'il a provoquée, et ayant affecté les intérêts de l'Etat, et compliqué la situation politique".

Le 16 janvier, M. Mechichi avait annoncé un nouveau remaniement ministériel qui s'est élargi

à onze ministres avec en plus, la suppression d'un ministère et d'un secrétariat d'Etat.

Mais le président Kais Saïed a déclaré que cette nouvelle liste, qui avait toutefois obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), "n'a pas respecté les dispositions de la Constitution, et que ce changement ministériel n'a pas été débattu en conseil des ministres".

Les ministres proposés du gouvernement "Mechichi", ont obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).

Mais ils n'ont à ce jour, pas été reçus par le président pour la prestation de serment, ce qui a poussé Mechichi à recourir au Tribunal administratif lequel a jugé que "seule la Cour constitutionnelle est habilitée à trancher ce genre de litige".

Lundi, il a démis de leurs fonctions cinq ministres, concernés

par le remaniement et chargé cinq autres en exercice (quatre ministres et un secrétaire d'Etat) d'assurer l'intérim de ces départements, en attendant le parachèvement des procédures relatives au remaniement.

Dans ce sillage, le parti politique "Qalb Tounès" a estimé mardi, par la voie de son porte-parole, Sadok Jebnoun, que la révocation de ces ministres intervient en application de la Constitution et constitue une "concrétisation du principe de séparation des pouvoirs", et "un premier pas dans la bonne direction", en attendant les décisions qui seront prises après "concertations avec les partis de soutien au gouvernement".

Outre la crise politique, la Tunisie traverse une période difficile liée notamment à la crise économique et à la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de Covid-19.

SAHEL

La France maintient ses effectifs militaires malgré les critiques

La France a décidé de ne pas réduire ses effectifs militaires déployés au Sahel alors que leur présence dans la région est de plus en plus critiquée par l'opinion publique française et par les populations locales en raison notamment de la multiplication des bavures de l'armée française.

Le 15 et le 16 février s'est tenu le Sommet du G5 Sahel au Tchad pour discuter des évolutions de la lutte contre le terrorisme dans la région au cours de l'année écoulée, depuis le précédent sommet tenu à Pau, en France, en janvier 2020.

La France a décidé de ne pas réduire "dans l'immédiat" ses effectifs militaires déployés au Sahel, a affirmé mardi le président Emmanuel Macron, qui a participé par visioconférence au sommet organisé à N'Djamena, la capitale du Tchad. "Des évolutions sans doute significatives seront apportées à notre dispositif militaire au Sahel en temps voulu, mais elles n'interviendront pas dans l'immédiat", a-t-il déclaré, promettant "une action renforcée" pour "essayer d'aller décapiter ces organisations (terroristes)".

Ces déclarations marquent un décalage par rapport à l'affirmation de la mini stre de la Défense française, Florence Parly, le mois dernier selon laquelle la France envisageait de réduire ses effectifs au Sahel.

Huit ans après la mobilisation de l'opération militaire dite Barkhane, la situation s'enlise et devient de plus en plus impopulaire parmi la population française et celle du Sahel, selon Revolution Permanente (réseau international de journaux).

En effet, d'après la même source, les résultats de cette "lutte contre le terrorisme" que prône le gouvernement français "sont loin de justifier l'occupation militaire aux

yeux de l'opinion publique : les meurtres se sont multipliés lors de ces deux dernières années et la zone compte 2 millions de déplacés par la guerre". Selon un sondage réalisé, début janvier 2021, par l'Institut de l'opinion publique de Français (IFOP), 51% de la population française ne soutient plus l'intervention militaire dans la région.

Les multiples manifestations qui ont eu lieu au Mali ont aussi témoigné de l'hostilité de la population locale qui perçoit la présence de la France comme "une forme d'occupation néocoloniale", rappelle la même source.

L'impopularité de cette opération militaire s'est encore aggravée suite à la mort récente de trois soldats français et les brutalités que subissent la population civile dans la région.

Une frappe aérienne française au Mali a entraîné la mort de 19 civils le 3 janvier, selon Humans Right Watch.

Aussi, le fait que en 2019 et 2020, la plupart de civils aient été tués par des forces armées françaises ou "régionales" et non par des groupes terroristes, "est venu alourdir ce bilan et démentir le discours officiel", ajoute le réseau.

Lors des jours précédents au sommet de N'Djamena, le gouvernement français a essayé de mettre un frein aux critiques et contrebalancer le manque de résultats, en présentant l'élimination de certains chefs de groupes terroristes et en revendiquant d'avoir "sérieusement" affaibli les groupes terroristes. Mais les deux principales nébuleuses terroristes restent très actives.

Dans sa vaine tentative de dissimuler l'échec patent de la stratégie militaire française au Sahel, M. Macron a voulu "donner une perspective aux populations du Sahel", en appelant à un "deuxième sursaut : celui du

retour de la sécurité et des services aux populations", et en réclamant "une impulsion au plus niveau de l'Etat" pour "réinvestir" les territoires délaissés de la région".

Néanmoins, selon Revolution Permanente, "Le renforcement de l'action militaire sous prétexte de lutte contre le terrorisme, teinté de quelques aides au développement, ressemble bien à une entreprise néo-coloniale : Avec Barkhane, avec la dette - qui siphonne les budgets des pays africains et sert de levier pour leur imposer des politiques promues par les impérialistes - et les millions des aides au "développement, Macron entend donc jouer un rôle dans la reconstruction d'un Sahel allié de la France". Le sommet du G5 Sahel a été marqué par la prise de commandes du G5 Sahel par le Tchad.

Parmi les annonces faites, à l'occasion du G5 Sahel qui regroupe les cinq pays du Sahel (Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Tchad et le Mali), l'envoi de 1.200 soldats tchadiens dans la zone dite des "trois frontières" entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso pour lutter contre les terroristes.

Les ministres de la défense du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mauritanie, Niger, Burkina Faso) se sont rendus lundi à N'Guigmi, au Niger, près de la frontière avec le Tchad, où sont stationnés les soldats qui seront ensuite déployés dans la région des "trois frontières", selon la télévision d'Etat tchadienne. L'envoi de soldats tchadiens avait été initialement annoncé, il y a un an, lors du précédent sommet de Pau (Sud-Ouest de la France).

Mais l'opération avait été retardée par la menace terroriste grandissante sur les bords du lac Tchad, et par un "désaccord" entre N'djamena et ses partenaires sur les modalités, notamment financières, de ce déploiement.

PALESTINE

2,57 millions d'électeurs inscrits pour les prochaines élections générales

La Commission électorale centrale palestinienne (CECP) a annoncé mardi que 2,57 millions d'électeurs s'étaient déjà inscrits pour les élections prochaines en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza.

Dans un communiqué, la CECP a précisé que les Palestiniens de la partie orientale de la ville d'El-Qods occupée, détenteurs de cartes d'identité israéliennes, "pourront participer aux élections générales sans avoir été inscrits dans le registre des électeurs de la CECP".

Quelque 2,8 millions de Palestiniens disposent du droit de vote dans les territoires palestiniens, a-t-on fait savoir. La CECP a ouvert ses bureaux d'inscription sur les listes électorales en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza le 10 février, un jour après que 14 factions palestiniennes sont tombées d'accord au Caire, capitale égyptienne, pour organiser les élections législatives et présidentielle



comme prévu et décrété par le président palestinien Mahmoud Abbas à la mi-janvier.

M. Abbas a annoncé dans un décret que les élections législatives de

2021 auront lieu le 22 mai, l'élection présidentielle le 31 juillet et l'élection des membres du Conseil national palestinien le 31 août. Les dernières élections législatives dans les territoires palestiniens

ont eu lieu fin 2006, dans lesquelles le Hamas, qui contrôle aujourd'hui Ghaza, a obtenu la majorité des suffrages. M. Abbas a été élu président de l'Etat de Palestine en 2005.

DANEMARK

Les élections législatives fixées au 6 avril au Groenland

Le Parlement du Groenland, territoire autonome danois aux confins de l'Atlantique Nord, va organiser le 6 avril prochain des élections législatives anticipées pour mettre un terme à la crise politique qui secoue l'île depuis plusieurs semaines.

La loi sur l'organisation du nouveau scrutin a été adoptée à l'unanimité par les 27 députés présents, sur les 31 que comptent l'Inatsisartut, le Parlement local. Elle marque la fin du gouvernement de Kim Kielsen, du parti social-démocrate Siumut, à la tête du pays depuis décembre 2014. L'ouverture, début février, de consultations publiques sur le gisement de terres rares et d'uranium de Kvanefjeld --Kvannersuit en groenlandais-- à l'extrême-sud, a déclenché une crise politique qui a provoqué la chute du gouvernement et l'a privé de sa majorité à l'Inatsisartut.

D'abord favorable au projet d'exploitation qui représenterait une manne fiscale, le Siumut a adopté une ligne plus réservée depuis novembre et l'élection à sa tête d'Erik Jensen à la place de Kim Kielsen, qui restait jusqu'à présent chef du gouvernement.

En avril 2018, ce parti, qui domine la vie politique groenlandaise depuis 1979, avait remporté une victoire étonnante aux législatives battant Inuit Ataqatigiit (IA), formation gauchiste, désormais donnée gagnante par les sondages, avec 13 sur les 31 sièges du Parlement. L'IA est opposé à toute extraction d'uranium. Cette nouvelle échéance électorale pourrait donc retarder le processus de décision sur la mine de Kvanefjeld et à terme l'enterrer.

EQUATEUR

Présidentielle : le recomptage des votes en suspens (CNE)

Le Conseil national électoral (CNE) en Equateur a mis en suspens mardi le recomptage des votes du premier tour de l'élection présidentielle, réclamé par le candidat indigène Yaku Perez écarté du deuxième tour et qui se dit victime de "fraude électorale".

Réunis en session plénière, les cinq membres du CNE n'ont pu se mettre d'accord pour confirmer la tenue de ce recomptage, avec deux voix pour, deux contre et une abstention. Le CNE "n'a malheureusement donné aucune réponse à la demande ni approuvé ou rejeté le rapport technique présenté", a déclaré sa présidente Diana Atamaint, citée par des médias.

L'un des membres ayant voté contre, José Cabrera, a déclaré qu'il fallait d'abord "proclamer les résultats" du premier tour avant tout recours.

Le recomptage devait commencer mardi, avait indiqué Mme Atamaint samedi lors d'une conférence de presse à Quito où elle avait annoncé que le CNE allait recompter quelque six millions de votes, soit 45% des suffrages exprimés lors du premier tour du 7 février.

"Plus ou moins six millions de votes seront révisés vote par vote, selon les accords conclus par le Conseil national électoral", avait-elle déclaré, précisant que le recomptage pourrait commencer mardi au plus tard et durer "au moins quinze jours".

Ce recomptage, décidé aux termes d'accords conclus vendredi devant des observateurs internationaux entre le CNE et les deux candidats contestant les résultats du premier tour, devait encore être validé en plénière.

Il devait concerner, selon le CNE, 100% des votes dans la province du Guayas, celle qui comporte le plus d'électeurs, et 50% des votes dans 16 autres provinces.

Le recomptage a été réclamé par Yaku Perez, 51 ans, un avocat écologiste candidat du Pachakutik, expression politique du mouvement indigène équatorien. Le candidat Guillermo Lasso, un ex-banquier de droite âgé de 65 ans, s'est associé à sa demande. "La résistance continue", a déclaré M. Perez après l'annonce du CNE. Selon les résultats presque complets qu'avait publiés le CNE après le premier tour, auxquels ne manquent plus que 0,16% des bulletins, M. Perez arrive troisième avec 19,38% des voix, devancé de peu pour la deuxième place qualificative par M. Lasso avec 19,74%.

Le premier tour de la présidentielle, organisée en même temps que des législatives, a été largement dominé, avec 32,71% des voix selon le CNE, par Andres Arauz, un économiste de gauche âgé de 36 ans soutenu par l'ancien président équatorien Rafael Correa qui vit en exil en Belgique. Le second tour, prévu pour le 11 avril, désignera le successeur du président sortant Lenin Moreno, qui ne se représentait pas et dont le mandat de quatre ans prend fin le 24 mai.

Des groupements d'indigènes soutenant M. Perez ont annoncé pour mercredi des mobilisations et une marche sur Quito pour protester contre la "fraude électorale".

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) avait exprimé lundi sa "préoccupation" et lancé "un appel énergétique" au CNE pour clarifier le processus électoral. L'Equateur, pays de 17,4 millions d'habitants, compte 13,1 millions d'électeurs inscrits.

YÉMEN

Washington appelle les Houthis à reprendre les négociations

Les Etats-Unis ont exhorté les Houthis à mettre fin à toutes les actions militaires au Yémen et à revenir à la table des négociations, indique un communiqué rendu public par le porte-parole du Département d'Etat américain, Ned Price.

"Washington exhorte les Houthis à cesser leur avancée dans la province de Marib, mettre fin à leurs actions militaires, et à reprendre les négociations", indique le communiqué.

La même source a fustigé l'attaque des éléments du mouvement "Ansarullah" dit (Houthis) contre la province de Marib au Yémen (située à 120 kilomètres à l'est de la capitale Sanaa), soulignant que "l'attaque de cette ville est l'œuvre d'une milice qui n'est pas sérieusement attachée à la paix".

Le porte-parole du département d'Etat américain a également indiqué

qu'il n'y aura pas de solution militaire au Yémen et qu'il était temps de mettre fin au conflit dans ce pays".

"Si les Houthis étaient sérieux au sujet d'un règlement politique négocié, ils doivent cesser toutes les avancées militaires dans les villes et s'abstenir de toute autre action déstabilisante et potentiellement meurtrière, y compris les attaques transfrontalières contre l'Arabie saoudite", poursuit-il.

Price a ajouté que les Houthis doivent s'engager de manière "constructive" au processus politique dirigé par l'ONU et à participer "sérieusement" aux efforts diplomatiques déployés par l'envoyé spécial américain au Yémen, Timothy Lenderking. Deux semaines après sa prestation de serment, le président américain, Joe Biden, a annoncé la fin du soutien américain à la cam-

pagne militaire sous commandement saoudien au Yémen, affirmant qu'elle avait "créé une catastrophe humanitaire et stratégique".

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a en outre décidé de retirer les Houthis de la liste noire américaine des "organisations terroristes". La désignation sur la liste noire, décidée en extremis par l'administration Trump, était décriée par les organisations humanitaires car elle risquait d'entraver l'acheminement de l'aide dans les vastes territoires contrôlés par les Houthis. La guerre au Yémen en cours pour la sixième année a coûté la vie à 233 000 personnes, tandis que 80% de la population d'environ 30 millions de personnes dépend de l'aide pour survivre dans la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations Unies.

IRAN

Nucléaire : le président Hassan Rohani prêt à recevoir le directeur de l'AIEA

Le président iranien, Hassan Rohani, s'est dit mercredi prêt à recevoir le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui souhaite "trouver une solution" à la limitation d'accès des inspecteurs à certaines installations prévues dès le 23 février.

Téhéran doit réduire davantage ses engagements nucléaires à partir du 23 février, conformément à une nouvelle loi adoptée en décembre, ce qui alimente les inquiétudes internationales quant à une éventuelle expulsion des inspecteurs des Nations unies. Celle-ci oblige le gouvernement à restreindre l'accès des inspecteurs à des installations non nucléaires, y compris de sites militaires

suspectés d'avoir une activité nucléaire, sous certaines conditions, si les Etats-Unis ne lèvent pas leurs sanctions imposées depuis 2018.

Rafael Grossi, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le "chien de garde nucléaire" de l'ONU, a suggéré vendredi que les Etats membres de l'organisme se rendent en Iran pour tenter de trouver une "solution".

"La propagande étrangère a commencé, disant que vous expulsez les inspecteurs de l'AIEA. Pourquoi mentez-vous?", a réagi le président Rohani lors d'une réunion hebdomadaire de son cabinet, retransmise à la télévision.

"Non seulement nous n'expulserons pas, mais

même le directeur de l'AIEA maintenant demandé à venir à Téhéran, et il le peut", a-t-il ajouté.

"S'il veut négocier, il peut négocier", a affirmé M. Rohani, soulignant qu'il "ne s'agit pas de laisser notre activité nucléaire sans inspection".

Dans un rapport remis mardi aux Etats membres, Rafael Grossi a confirmé que l'Iran avait l'intention de cesser "de mettre en oeuvre des mesures volontaires de transparence", à partir du 23 février. Depuis le retrait par l'ancien président américain Donald Trump de Washington de l'accord nucléaire multi-



latéral de 2015, l'Iran s'est retiré de la plupart de ses engagements clés.

La nouvelle administration du président Joe Biden a exprimé sa volonté de revenir à l'accord, mais demande à l'Iran de s'y conformer pleinement en premier lieu.

Téhéran se dit prêt à revenir à ses engagements mais réclame la levée des sanctions d'abord, et rejette les appels à élargir les termes de l'accord.

FOIRE D'ART "INTERSECT 21" DE CHICAGO "Diwaniya Art Gallery" représente six artistes algériens et étrangers

Six artistes plasticiens algériens et étrangers sont représentés par la galerie d'art algérienne "Diwaniya Art Gallery" à la version virtuelle de la foire d'art "Intersect 21" de Chicago (Etats-Unis) inaugurée mardi.

Cette galerie fondée en 2020 représente les oeuvres des artistes algériens Thilleli Rahmoune, Ali Boukhalfa, Mustapha Nedjai en plus de la Saoudienne Lulwah Al Homoud, du Soudanais Rashid Diab, et de l'Egyptien Mohamed Ibrahim El Masry.

Les oeuvres de ces artistes prennent part à cet événement aux côtés de vingt autres galeries d'art américaines, nord africaines et des pays du Moyen-Orient.

La galerie d'art algérienne "Diwaniya Art Gallery" représente l'artiste Thilleli Rahmoune, diplômée des écoles des Beaux-Arts d'Alger et de Paris et qui a pris part à des événements collectifs en France et en Espagne depuis 2006. Ali Boukhalfa, artiste peintre, sculpteur et enseignant à l'école des Beaux-Arts d'Alger, et Mustapha Nedjai, auteur de trois grandes expositions individuelles "Coups de



barres" (2009), "Xtorsion" (2011) et "Imposture" (2015).

"Diwaniya Art Gallery" représente également l'artiste saoudienne Lulwah Al Homoud qui a enchaîné les expositions aux Emirats Arabes Unis entre 2013 et 2018, le plasticien et universitaire soudanais Rashid Diab ainsi que l'artiste visuel et photographe égyptien Moha-

med Ibrahim El Masry qui a connu un grand succès dans des pays d'Europe de l'Est et en Egypte. Fondée en septembre 2021 par le plasticien algérien Hamza Bounoua, "Diwaniya Art Gallery" ambitionne de "représenter l'art algérien et des artistes étrangers dans différents événements d'envergure" et d'offrir à ces derniers une

vitaine professionnelle sur la scène artistique internationale. "Intersect 21" est un rendez-vous incontournable du design, de l'art contemporain, et de la photographie d'art, l'édition 2021 de cet événement se poursuit jusqu'au 22 février en version virtuelle par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus.

MOSQUÉES D'ALGER - RAMADHAN Lancement du concours de récitation du Coran et du hadith en avril prochain

Les festivités du concours de récitation du Coran et du hadith seront lancées à travers les mosquées d'Alger en avril prochain, et ce, dans le cadre des préparatifs des activités du mois de ramadhan, a-t-on appris mardi auprès du directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Alger, Zouhir Boudraâ.

"Dans le cadre des activités religieuses et culturelles relatives à la célébration de Leilat El Qadr, 27ème jour du mois de Ramadhan 2021/1442, la direction des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Alger organisera un concours de récitation du Coran et du hadith", a fait savoir M. Boudraâ dans une déclaration à l'APS.

Selon le même responsable, le concours se déroulera au niveau des circonscriptions de la wilaya d'Alger le 24 avril prochain, ajoutant que les comptes rendus des lauréats seront transmis au service culturelle de la direction avant la date du 27 avril.

La mosquée "Omar Ibn El Khettab" de la commune de Belouizdad devra abriter le concours final en date du 1er mai 2021, a-t-il précisé.

Le même intervenant a souligné que le concours comporte 5 sections de compétitions entre les candidats lesquelles concernent la récitation et la psalmodie du saint Coran", ajoutant que "l'âge du candidat ne doit pas dépasser les 25 ans pour cette catégorie".

Concernant la 2e catégorie, "elle concerne la récitation du saint Coran, à la condition que l'âge du candidat ne dépasse pas 20 ans", a-t-il ajouté, soulignant que "les autres catégories seront réparties sur la récitation de la moitié et du quart du saint Coran pour les candidats âgés entre 13 et 16 ans". La dernière catégorie concerne la récitation de 40 hadith pour les candidats âgés de moins de 12 ans".

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية الأغواط
الوكالة الولائية للتسيير والتنظيم
العقاريين الحضريين بالأغواط
الرقم : 2021/01

Avis de vente de lots de terrains

L'agence de Wilaya de Gestion et Régulation Foncières Urbaines de Laghouat (AWGRFUL) lance un avis de vente de lots de terrains destinés à la construction pour usage d'habitation, par voie d'adjudication sous plis fermés, au nombre de 16 lots/120m² chacun, situés à EL M'HAFIR, ancien lotissement 110 (83+27) lots, à proximité de l'université Amar THELIDJI de Laghouat.

Toutes personnes intéressées par cette vente sont priées de se rapprocher de l'AWGRFUL, Bd de l'indépendance - Laghouat, pour retirer le cahier des charges, moyennant le paiement d'un montant de 2500,00 DA.

Le retrait des cahiers des charges ainsi que le dépôt des offres se feront à compter de la date de parution de cet avis dans les journaux quotidiens, et ce jusqu'au Dimanche 14 Mars 2021 à 13h30.

L'opération d'ouverture des plis s'effectuera le même jour 14/03/2021 à 14h00.

DK NEWS Anep : 2116003223 du 18/02/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TINDOUF
DIRECTION DE L'URBANISME ET D'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION.
NIF : 096237019011433

MISE EN DEMEURE N°01

L'Entreprise travaux bâtiment AJRADI AHMED CITE BELBAY AHMED N° 01
COMMUNE TIMIMON

Travaux d'aménagement extérieur (primaire et secondaire) POS
VIAAM Tindouf LOT N° 03

J'ai le regret de vous rappeler la première mise en demeure, à l'encontre de votre entreprise à cause de :

Non démarrage des travaux et l'absence totale du chantier.

Pour cela, vous êtes mis en demeure, pour démarrer les travaux et installer le chantier, dans un délai max de 08 Jours à compter de la première parution de la présente mise en demeure dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux.

DK NEWS Anep : 2131001202 du 18/02/2021

ALGÉRIE - INTERNET

Le nombre d'internautes a augmenté de 3,6 millions en une année

Le nombre d'utilisateurs d'internet en Algérie a augmenté de 3,6 millions en l'espace d'une année pour atteindre un total de 26,35 millions, selon le dernier rapport du site web datareportal, spécialisé dans les statistiques relatives à l'internet fixe et mobile dans le monde.

L'Algérie comptait 26,35 millions d'utilisateurs internet au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de 3,6 millions (16%) depuis janvier 2020, précise le rapport qui contient aussi les statistiques relatives aux médias sociaux et le commerce électronique, ainsi que les tendances et informations sur l'état du numérique dans le monde.

Ce chiffre représente le nombre d'utilisateurs effectifs d'internet et non le nombre d'abonnés à internet en Algérie qui était de 41,8 millions au troisième trimestre de 2020, selon le dernier rapport de l'Autorité de Régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCCE).

Le site datareportal relève, en outre, que le taux de pénétration d'Internet en Algérie était de 59,6% en janvier 2021, sur une population estimée à 44,23 millions (source Onu).

Le nombre d'utilisateurs de médias sociaux (Facebook, Youtube, Instagram, Tweeter etc...) en Algérie a également connu une évolution au 31 janvier 2021.

Quelque 3 millions de nouveaux utilisateurs de médias sociaux ont été enregistrés, soit une augmentation de 13,6% en une année, portant ainsi le nombre total d'utilisateurs de ces applications à 25 millions,



soit 56,5% de la population totale, estime datareportal.

La majorité des utilisateurs des médias sociaux (24,48 millions, soit 97,9%) utilisent le mobile (smartphone, tablettes...) pour se connecter à ces réseaux.

Selon datareportal, la vitesse de téléchargement moyenne via internet mobile était de 13,23 Mégabits/seconde (Mbps), soit une évolution annuelle de 67,9%, alors que celle via internet fixe était de 5,29 Mbps, soit une évolution annuelle de

34,9%. Interrogé par l'APS sur ces nouveaux chiffres, le P-dg du Groupe Télécom Algérie, Karim Bibi Triki, a indiqué que cette performance vient confirmer le travail sur le terrain et traduit la volonté de l'Algérie d'améliorer la qualité de service liée à l'utilisation de l'internet et du numérique dans le pays.

"Les évolutions mentionnées dans le rapport (du site datareportal) viennent confirmer le travail sur le terrain, et surtout, nous encourageant à continuer avec une cadence plus

soutenue afin, d'une part, de rattraper notre retard dans les plus brefs délais et, d'autre part, accompagner l'adoption croissante de l'internet et du numérique dans le pays", a-t-il précisé.

Le même responsable a fait savoir que l'Algérie a "tracé une stratégie pour améliorer les performances", laquelle doit passer par plusieurs étapes avant d'atteindre le niveau escompté, tout en affirmant que "nous avançons de manière progressive et sereine".

INTERNET

L'ONU condamne les coupures d'internet en Birmanie

L'ONU condamne les coupures d'internet en Birmanie qui sapent "les principes démocratiques fondamentaux" et nuisent "à des secteurs-clés, y compris les banques", a affirmé lundi le porte-parole adjoint de l'Organisation, Farhan Haq.

Lors d'un entretien téléphonique avec Soe Win, commandant adjoint de l'armée birmane, l'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, la Suissesse Christine Schraner Burgener, a averti que ces coupures "exacerbent les tensions nationales", a ajouté le porte-parole de l'ONU.

La Birmanie a connu entre lundi et mardi des "coupures d'internet" dans l'en-

semble du pays pour la deuxième nuit consécutive, selon l'ONG de surveillance d'internet NetBlocks. "Les arrestations de dirigeants politiques, de fonctionnaires, d'acteurs de la société civile et de représentants des médias sont profondément préoccupantes, tout comme les restrictions sur internet et les services de communication", a insisté Farhan Haq lors du point presse quotidien de l'ONU. "Ils ne doivent pas être perturbés pour garantir le droit à la liberté d'expression, qui comprend l'accès à l'information", a-t-il réclamé. L'émissaire de l'ONU compte continuer à s'entretenir avec la hiérarchie militaire bir-

mane "pour un dialogue franc et ouvert tant qu'elle estimera que cela permet de renverser la situation actuelle et de faire respecter la volonté du peuple de Birmanie", a aussi dit le porte-parole. Christine Schraner Burgener "continue d'insister auprès de l'armée sur le fait qu'elle doit s'abstenir de toute violence et respecter pleinement les droits humains, les libertés fondamentales et l'Etat de droit", a-t-il ajouté. Selon lui, l'émissaire "a fait savoir à l'armée de la Birmanie que le monde surveillait de près" la situation dans le pays "et que toute forme de réaction brutale risquait d'avoir de graves conséquences".

ITALIE

Une amende à Facebook pour pratique "trompeuse" en matière de protection des données

L'autorité de la concurrence italienne, l'AGCM, a annoncé mercredi une nouvelle amende de sept millions d'euros contre le réseau social Facebook pour pratique "trompeuse" en matière de protection des données. Selon l'AGCM, citée par des médias, le géant des médias sociaux n'informe pas correctement ses utilisateurs sur la façon dont il collecte et utilise leurs données à des fins commerciales. L'AGCM avait déjà infligé à Facebook une amende de cinq millions d'euros en 2018, l'accusant de pratiques commerciales déloyales, et lui avait ordonné de prendre des mesures "correctives". La deuxième amende,



mercredi, a été décidée parce que l'entreprise américaine a ignoré les ordres de modifier ses pratiques comme demandé, a déclaré le régulateur italien. "Des informations immédiates et claires sur la collecte et l'utilisation des données des utilisateurs à des fins commerciales ne sont toujours pas fournies", a également déclaré l'AGCM. "Il s'agit d'informations dont le consommateur a besoin pour décider s'il veut adhérer au service, compte tenu de la valeur économique pour Facebook des données fournies par l'utilisateur, qui représentent un paiement pour l'utilisation du service", a ajouté l'AGCM.

BIRMANIE

Coupure quasi totale d'internet pour la troisième nuit consécutive

La Birmanie a subi une "coupure presque totale d'internet pour la troisième nuit consécutive", la plongeant dans un blackout de l'information dans un contexte de soulèvement populaire contre le coup d'état des généraux birmanis, a annoncé mercredi matin (heure locale) une organisation qui surveille les coupures d'internet dans le monde.

Au cours des deux nuits précédentes, l'internet a été coupé de 01H00 (18H30 GMT) à 09H00 et, mercredi, il en a été de même.

"Confirmé : Myanmar (La Birmanie) est en pleine coupure presque totale d'internet pour la troisième nuit" consécutive, a déclaré l'ONG spécialisée NetBlocks, qui a son siège à Londres.

Les connexions internet n'ont représenté que 19% de leur niveau en temps normal. Ces coupures ont entraîné un blocus de l'information et les ONG se sont déployées sur le territoire birman pour surveiller les arrestations arbitraires de protestataires. Plus de 420 personnes ont été arrêtées depuis le coup d'Etat du 1er février, selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques.

CYBERATTAQUE EN FRANCE

Il est "absurde" d'accuser la Russie

Le Kremlin a jugé mardi "absurde" de considérer que la Russie puisse être coupable d'une importante cyberattaque en France ces dernières années.

"La Russie n'a jamais eu, n'a pas, et ne peut avoir le moindre rapport avec la cybercriminalité quelle qu'elle soit", a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

La veille, l'Agence française de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) a révélé une intrusion informatique ayant touché "plusieurs entités françaises" depuis 2017, voire 2015, via le logiciel français Centreon, qui compte parmi ses clients de grandes entreprises et le ministère français de la Justice.

Le gardien de la sécurité informatique française, a établi que l'attaque présentait "de nombreuses similarités avec des campagnes antérieures du mode opératoire Sandworm", généralement attribué au renseignement militaire russe.

Mais elle n'a pas explicitement accusé la Russie, conformément à sa pratique de se limiter à l'expertise technique des attaques.

"Cette formulation est un peu absurde", estime M. Peskov, soulignant qu'"on ne peut pas dire que la Russie a été mise en cause".

APS

ELECTION DU CIO Soutien de l'ACNOA à la candidature de Thomas Bach

L'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) a annoncé, dans sa dernière newsletter, son soutien total à la candidature de l'actuel président du Comité International Olympique (CIO), Thomas Bach, seul candidat à sa propre succession à la tête de l'instance olympique pour un nouveau mandat olympique.

L'Afrique et ses athlètes apportent, de toutes leurs forces et cœur, leur soutien au président Thomas Bach pour continuer l'œuvre exceptionnelle qu'il a engagée pour l'intérêt du mouvement olympique.

Son management judicieux et sa disponibilité dans les moments cruciaux que nous avons vécu et en particulier en ces temps de terrible pandémie, nous confirment dans notre très sérieuse volonté de lui apporter un soutien indéfectible dans ses nobles fonctions", a indiqué la lettre de l'ACNOA, signé par son président, l'Algérien Mustapha Berraf, également membre du CIO. Bach est éligible pour quatre autres années après s'être vu confier un mandat de huit ans, en 2013. Son dernier mandat à la tête du CIO s'amorcera après la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Tokyo, le 8 août prochain.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE GYMNASTIQUE L'AG électorale fixée au 6 mars

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne de gymnastique (FAG) se tiendra le 6 mars (10h00) à Alger, a-t-on appris mercredi auprès de l'instance fédérale.

Cette AGE sera précédée du déroulement, le 20 février également à Alger, de l'assemblée générale ordinaire pour l'examen des bilans moral et financier du mandat olympique 2021-2020 et l'installation des différentes commissions électorales (candidatures, recours et passation de consignes) en vue de la tenue de l'AGE.

Dans une déclaration à l'APS, le président sortant de la FAG, Sofiane Zahi, a annoncé sa candidature pour un deuxième mandat afin de "compléter son programme et apporter un plus à la discipline".

Durant la saison en cours, les gymnastes algériens sont engagés dans plusieurs compétitions, dont le Championnat d'Afrique de trampoline qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, prévu du 14 au 20 mai en Afrique du Sud, ainsi que le Championnat arabe seniors et des jeunes catégories du 26 octobre au 4 novembre à Oran.

Zahi a fait savoir que son instance a l'ambition également d'organiser le Coupe du monde de la discipline à Oran, sans préciser les dates de la compétition.

APS

HAND/ DIVISION EXCELLENCE (REPRISE DE LA COMPÉTITION) 7 clubs présents à une première réunion avec le DTN et le DOS (FAHB)

Le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de handball (FAHB) Karim Bechkour, accompagné du directeur de l'organisation sportive (DOS) Mourad Aït Kaci, ont tenu mercredi une première réunion avec sept clubs de la Division Excellence, pour débattre de la reprise des entraînements et le retour à la compétition, a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué.

Cette réunion a vu la présence des représentants des clubs suivants : CRBB Arreridj, C. Chelghoum Laïd, JS Saoura, MM Batna, ES Arzew, MC Saïda, et ES Aïn Touta, en l'absence de celui de l'IC Ouargla, précise l'instance sur sa page officielle Facebook, soulignant qu'"une deuxième réunion est prévue jeudi, en présence de huit autres clubs de la Division Excellence".

Le championnat d'Algérie Excellence de handball, à l'arrêt depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, reprendra ses droits le week-end du 2 et 3 avril prochain.

Sur décision du MJS, et en concertation avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, les salles omnisports et salles de sport ont été autorisées à rouvrir progressivement depuis le 3 février.

Dans une récente déclaration accordée à l'APS, le président de la FAHB Habib Labane a indiqué que son instance



comptait organiser trois tournois, dans des lieux qui restent à déterminer, pour pouvoir boucler la saison 2019-2020 du championnat de division Excellence (messieurs).

La décision prise par la

FAHB de poursuivre la saison 2019-2020 conduit de facto à l'annulation de l'exercice 2020-2021.

La Division Excellence (messieurs) avait été suspendue au terme de la 13e journée, dis-

putée le 13 mars 2020. Dans le groupe A, le MM Batna et le CA Bordj Bou Arreridj caracolaient ensemble en tête du classement, alors que le GS Pétroliers et la JSE Skikda dominaient le groupe B.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES JEUX ET SPORTS TRADITIONNELS Deux candidats en lice pour la présidence

Deux candidatures pour le poste de président de la Fédération algérienne des jeux et sports traditionnels (FAJST) ont été acceptées et concourront lors de l'Assemblée générale électorale (AGE) pour le cycle olympique 2021-2024, samedi à l'Office des structures de la jeunesse de la wilaya de Béchar, a appris l'APS mercredi auprès de l'instance fédérale.

"Les 25 membres de l'AG de l'instance fédérale à voix délibératives auront à choisir entre Mabrouk Hamzaoui (vice-président

de la Ligue de Béchar et membre sortant du bureau fédéral) et Boualem Yakoubi (président de la Ligue de Saïda)", a indiqué le chargé de la communication de la FAJST, Ghouti Hameurlaine.

Le nouveau élu succédera au président sortant Mamouni Bouterfas, qui a refusé de briguer un troisième mandat de suite.

En outre, onze candidats seront en lice pour le bureau fédéral qui compte sept membres. Il s'agit de Ghouti Hameurlaine (Ligue de Tlemcen), Abderrahmane Azouz

(Tlemcen), Abdeslam Hamoudi (Adrar), Mohamed Nair (Aïn Témouchent), El-Habib Arach (Mascara), Mokhtar Zedjoui (Tiaret), Ahmed Tibi (Tiaret), Mohamed Ben Chaïb (Oran), Mourad Hadj-Heni (Chlef), Djamilia Sahraoui (Mostaganem) et Lotfi Mansouri (Béchar).

Cette AGE a été précédée de l'AG ordinaire, tenue le 6 février dernier et marquée par l'adoption des bilans moral et financier 2020 ainsi que du bilan du mandat olympique 2017-2020, à l'unanimité.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE KEMPO Hicham Ouhlma, seul candidat à la présidence de l'instance

Le président sortant de la Fédération algérienne de Kempo (FAK), Hicham Ouhlma est le seul candidat à sa propre succession pour le mandat olympique, 2021-2024, dont l'Assemblée Générale Elective (AGE) est prévue le 19 février au Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), à partir de 9h30, a appris l'APS, auprès de la commission de candidatures, mercredi. "Seul Hicham Ouhlma, est candidat à la présidence de la Fédération algérienne de Kempo, alors que 14 personnes sont candidates pour le Bureau exécutif" a indiqué Abdelkader Lani, président de la commission de candida-

tures de la FAK. En outre, quatorze personnes se sont portées candidates pour un poste au sein du Bureau exécutif à savoir: Saadi Haithem (président de la Ligue d'Oum Bouaghi), Haïdi Abdelmadjid (membre de la Ligue d'Oum Bouaghi), Rachid Benfella (membre de la Ligue de Tipaza), Amar Guitoun (membre de la Ligue d'Oum Bouaghi), Aboun Abdelouahed (Président de la Ligue de Naama), Ahmed Tifour (membre de la Ligue de Tipaza), Abdelghani Tifaoui (Président de la Ligue d'Aïn-Defla), Fethi Kateb (membre de la Ligue de Tipaza), Maazouz Houssam Eddine (membre de la Ligue d'Oum



Bouaghi), Katia Atini (membre de la Ligue de Tipaza), Khaled Flici (membre de la Ligue de Tipaza), Rabah Bennaïssa (membre de la Ligue

de Médéa), Rabah Mahtout (président de la Ligue de Tizi-Ouzou), Abdellatif Tahir (membre de la Ligue de Tizi-Ouzou).

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS L'AGE fixée au 13 mars à Ben Aknoun

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), pour le mandat olympique (2021-2024), se tiendra le 13 mars prochain (10h00), à la salle de Conférence du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Ben Aknoun (Alger), a appris l'APS mercredi au-

près de l'instance fédérale. Cette AGE sera précédée par "la tenue d'une assemblée générale ordinaire le 26 février (09h30), au siège du COA et qui sera consacrée à l'examen des bilans moral et financier de l'année 2020, ainsi qu'à la présentation du bilan du cycle olympique 2017-2020".

Selon la même source, les membres de l'assemblée générale procéderont lors de la session ordinaire, à l'élection des membres des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, et ce dans la perspective de la tenue de l'AG électorale.

LIGUE DES CHAMPIONS (COVID-19) Le match CR Belouizdad-Mamelodi Sundowns maintenu au 23 février

Le match CR Belouizdad- Mamelodi Sundowns (Gr. B), comptant pour la 2e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, est maintenu pour le mardi 23 février au stade du 5-juillet (14h00), a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 mercredi .

"La direction du club a été destinataire d'une correspondance de la Fédération algérienne (FAF), l'informant que le match est maintenu à sa date initiale. L'instance fédérale a demandé au CRB de renforcer les mesures pour l'application stricte du protocole sanitaire", a indiqué le Chabab dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Le Pr. Mohamed Bekkat Berkani, membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a appelé lundi à la délocalisation du match de Ligue des champions CR Belouizdad-Mamelodi Sundowns (Gr. B), prévu le 23 février à Alger, en raison des risques de contamination au variant sud-africain.

Dans la correspondance adressée par la FAF au CRB, publiée sur la page officielle Facebook, l'instance fédérale a demandé au club algérois de "renforcer d'une façon draconienne les conditions sanitaires



afin de préserver la santé des participants à cette rencontres", en raison du variant qui s'est répandu en Afrique du Sud. Ce variant du Covid-19 a été découvert pour la première fois en octobre dernier en Afrique du Sud.

Le virus, très contagieux, s'est répandu à travers le pays depuis plusieurs semaines, entraînant de nombreux décès

dans les quartiers pauvres où les habitants n'ont pas la possibilité de respecter les gestes barrières.

Lors de la première journée, disputée samedi, le CRB est allé tenir en échec à Lubumbashi les Congolais du TP Mazembe (0-0), alors que Mamelodi Sundowns s'est imposé à domicile face aux Soudanais d'Al-Hilal (2-0). Pour rappel, le match en-

tre le WA Casablanca et les Kaizer Chiefs, qui devait se dérouler samedi dernier dans le cadre de la 1re journée (Gr. C) de la Ligue des champions, a été délocalisé et se jouera, probablement le dimanche 28 février, au stade Al Salam du Caire (Egypte), en raison du refus des autorités marocaines d'autoriser l'entrée au pays au club sud-africain.

LIGUE 1 (14E JOURNÉE) Médéa pour prendre les commandes



Le co-leader du championnat de Ligue 1 de football, l'Olympique Médéa, tentera de prendre seul les commandes en affrontant en déplacement le Paradou AC, alors que la lanterne rouge le CA Bordj Bou Arreridj doit réagir à l'Ouest face au WA Tlemcen, à l'occasion de la 14e journée, prévue vendredi et samedi.

L'OM (27 pts), qui reste sur une impressionnante série de dix matchs sans défaite, dont huit victoires, aura une belle occasion de s'emparer provisoirement de la tête du classement, en défiant une équipe du PAC (10e, 17 pts), fébrile à domicile.

Les joueurs de l'entraîneur Chérif Hadjar ont les moyens non seulement de préserver leur série d'invincibilité, mais surtout de s'imposer au stade de Dar El-Beïda (Alger), d'autant que les statistiques plaident en leur faveur, avec un bilan de 13 points pris sur 18 possibles en dehors de leurs bases.

La JS Saoura (3e, 23 pts), où le contrat de l'entraîneur Meziane Ighil a été résilié à l'amiable lundi, effectuera un déplacement périlleux à l'Ouest pour croiser le fer avec l'ASO Chlef (12e, 16 pts), sommée de réagir après sa défaite concédée en déplacement à Médéa (2-1).

Les Chélifiens, battus qu'une seule fois depuis le début de la saison à domicile (par la JS Kabylie, 2-0 nldr), partiront favoris, même si la JSS, qui reste sur deux

victoire de suite à Béchar, aura des atouts à faire valoir.

Le MC Oran (5e, 21 pts), dirigé sur le banc par le nouvel entraîneur Kheïreddine Madoui, se rendra à l'Est pour défier le CS Constantine (13e, 13 pts).

Les Oranais, larges vain-

queurs lors de la précédente journée à la maison de l'US Biskra (6-0), tenteront de confirmer leur réveil face au CSC, qui semble retrouver son équilibre en alignant deux succès de suite.

De son côté, l'USM Alger (8e, 18 pts), stoppée net dans son élan suite à la surprenante défaite essuyée à domicile face à l'AS Ain M'lila (1-0), se rendra au Sud du pays pour affronter l'US Biskra (17e, 10 pts), humiliée le week-end dernier à Oran.

Une lourde défaite 6-0 qui a entraîné des démissions en cascade aussi bien au niveau du staff technique, qu'au niveau de la direction. A Alger, le NA Hussein-Dey (13e, 13 pts), battu le week-end dernier à Médéa (2-1), abordera la réception de l'USM Bel-Abbès (16e, 10 pts) avec l'intention de se racheter et surtout de s'éloigner de la zone de turbulences.

Toutefois, le Nasria est appelé plus que jamais à améliorer ses statistiques sur son terrain, puisque les coéquipiers de Mohamed Rabie Meftah n'ont récolté que 6 points sur 18 possibles. De quoi donner des idées à la formation de la "Mekerra".

Enfin, en bas de tableau, le CABBA (20e, 4 pts), dont l'avenir parmi l'élite semble de plus en plus incertain, devra impérativement se réveiller à l'occasion de son déplacement à l'Ouest pour défier le WAT (15e, 11 pts). Cette 14e journée est tronquée de quatre rencontres : JSM Skikda - MC

Alger, ES Sétif - AS Ain M'lila, NC Magra - CR Belouizdad et JS Kabylie - RC Relizane, reportées à une date ultérieure en raison de l'engagement du MCA, de l'ESS, du CRB et de la JSK dans les deux compétitions africaines interclubs, dimanche et mardi.

Le programme

Programme des rencontres de la 14e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues vendredi et samedi :

Vendredi (14h30) :

NA Hussein-Dey - USM Bel-Abbès
US Biskra - USM Alger
CS Constantine - MC Oran

Samedi :

Paradou AC - Olympique Médéa (14h30)
WA Tlemcen - CA Bordj Bou Arreridj (15h00)
ASO Chlef - JS Saoura (15h00)
Reportées :
JSM Skikda - MC Alger
ES Sétif - AS Ain M'lila
NC Magra - CR Belouizdad
JS Kabylie - RC Relizane

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	27	12
->). O. Médéa	27	13
3). JS Saoura	23	12
->). AS Ain M'lila	23	13
5). JS Kabylie	21	12
->). MC Oran	21	13
7). CR Belouizdad	20	10
8). MC Alger	19	11
9). USM Alger	18	12
10). Paradou AC	17	13
->). RC Relizane	17	13
12). ASO Chlef	16	11
13). CS Constantine	13	11
->). NA Hussein Dey	13	13
15). WA Tlemcen	11	12
16). US Biskra	10	13
->). USM Bel-Abbès	10	13
->). NC Magra	10	13
19). JSM Skikda	8	13
20). CABB Arreridj	4	13

LIGUE 2 (2E JOURNÉE) Entre rachat et confirmation

Le DRB Tadjenamet, le RC Kouba et l'Amel Boussaâda, seuls clubs de Ligue 2 à avoir démarré l'exercice 2021 par des victoires en déplacement, seront appelés à confirmer cette entrée en trombe en accueillant respectivement le CA Batna, le MO Béjaïa et l'USM El Harrach, ce week-end pour le compte de la 2e journée.

Le DRBT s'était en effet imposé (1-0) chez le MC El Eulma, au moment où le RCK et l'ABS ont battu sur un score identique de 3-1 et en déplacement, respectivement le WR M'sila et l'USM Blida, s'emparant par la même occasion de la tête du classement dans leurs groupes respectifs.

Un leadership qu'ils pourraient consolider ce week-end, en profitant notamment de l'avantage du terrain, pour engranger trois nouveaux points et creuser ainsi l'écart sur leurs concurrents directs, surtout que plusieurs parmi ces derniers devront jouer en déplacement.

Outre ces duels directs pour le leadership, cette deuxième journée sera marquée par d'autres confrontations intéressantes qui vaudront tout autant le détour, car s'inscrivent également dans la course aux premiers rôles.

Parmi elles, MSP Batna - US Chaouia, USM Khenchela - AS Khroub et surtout MO Constantine - USM Annaba.

Ce qui sera également le cas dans le groupe Centre, entre la JSM Béjaïa et l'USM Blida, qui seront appelées à se ressaisir au cours de cette deuxième journée, car ayant moins bien démarré que les autres clubs suscités.

En effet, la JSMB s'était contentée d'un nul (0-0) dans le grand derby de "Yemma Gouraya" face au MOB, alors que l'USMB s'était fait surprendre à domicile par l'ABS.

Quoique, ce jour-là, des problèmes internes avaient contraint les "Vert et Blanc" à évoluer avec l'équipe réserve, ce qui explique en grande partie ce revers inattendu à domicile, car leurs jeunes n'avaient pas pu rivaliser avec les seniors aguerris de Boussaâda.

Enfin, à l'Ouest, ce sont les derbies JSM Tيارت - ASM Oran et OM Arzew - US Remchi qui devraient le plus accaparer l'attention.

L'ASMO et l'USR auront le plus à se racheter car ayant concédé des nuls à domicile au cours de la précédente journée. En effet, le club de "M'dina J'dida" a été accroché par le RCB Oued R'hiou (0-0) et Remchi par la JSM Tيارت (1-1), faisant que ces derbies seront peut-être l'occasion pour eux de se racheter.

INTER-RÉGIONS

Le GC Mascara domicilié au stade "Meflah Aoued"

Le GC Mascara, qui évoluera cette saison en championnat inter-régions, élira domicile au stade "Meflah Aoued" au lieu de celui de l'Unité africaine, son lieu de domiciliation habituel, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de cette formation de l'Ouest du pays.

Le stade "Meflah Aoued", dont le terrain est doté d'une pelouse synthétique, vient d'être homologué par la commission d'audit des stades relevant de la Ligue inter-régions, ce qui permettra à l'équipe phare de la ville de l'Emir Abdelkader d'y recevoir ses adversaires dans le championnat, dont le coup d'envoi sera donné en mars prochain, a précisé la même source.

Le GCM, sacré champion d'Algérie en 1984, continue de manger de son pain noir depuis sa relégation en Ligue 2 à l'issue de l'exercice 2004-2005.

Cette formation, qui a enfanté plusieurs stars du football algérien dont la plus célèbre Lakhdar Belloumi, a choisi d'opter pour le stade "Meflah Aoued" après la détérioration de la pelouse du stade de l'Unité africaine, explique-t-on. Les "Vert et Blanc", qui visent l'accession en deuxième palier la saison prochaine, seront entraînés par l'ancien défenseur du MC Alger et plusieurs clubs de l'élite, Abdelkader Bensseghir, dont ce sera la première expérience dans sa nouvelle carrière d'entraîneur.

L'équipe a entamé la préparation d'intersaison depuis deux semaines, et ce, après le feu vert donné par le ministère de la Jeunesse et des Sports aux clubs du troisième palier de débiter leurs préparatifs en vue du lancement de leur championnat.

LIGUE 2 - MC SAÏDA
Ouverture du capital social, un premier candidat se manifeste

L'assemblée générale extraordinaire du MC Saïda, qui s'est tenue mardi soir, a débouté sur l'ouverture du capital social de la société sportive par actions (SSPA) de ce club de Ligue 2 de football, a-t-on appris de sa direction.

Un premier prétendant pour racheter la majorité des actions de la SSPA, en l'occurrence, l'ancien président du MCS, Abdelkader Bouarara s'est présenté pour reprendre les rênes du club, "mais il a été invité à présenter des garanties concrètes", a indiqué, à l'APS, Mohamed Messaïdi, président du club sportif amateur (CSA), actuel actionnaire majoritaire de la SSPA.

Par ailleurs, le club n'a pas réussi encore à qualifier ses nouvelles recrues au nombre de 12 en raison de ses dettes envers la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), estimées à 32 millions de dinars, a souligné la même source.

Le club de l'Ouest du pays a connu une intersaison mouvementée, marquée par une grève prolongée des joueurs qui ont refusé de reprendre l'entraînement avant d'être régularisés.

Lors de la première journée de Ligue 2, jouée le week-end passé, les "Vert et Rouge" se sont inclinés sur le terrain du CR Témouchent (2-0), avec un effectif constitué dans sa majorité de joueurs de l'équipe de la réserve. Le MCS devrait aussi évoluer encore sans ses nouveaux joueurs lors de la deuxième journée programmée pour le week-end prochain.

APS

DROITS TV

Les divergences se creusent entre clubs de Serie A et la Ligue italienne

Les clubs de Serie A n'ont pas encore trouvé de terrain d'entente sur l'attribution des droits TV pour les trois prochaines saisons, contraignant la Ligue italienne à repousser un vote prévu mercredi sur le sujet.

Neuf des vingt clubs de la première division italienne n'ont pas pris part à la réunion en ligne prévue pour poursuivre les discussions, ne permettant pas d'atteindre le quorum indispensable, selon la Ligue. La plateforme de contenus sportifs DAZN et le groupe de télévision Sky, les deux diffuseurs actuels de la Serie A pour quelque 973 millions d'euros annuels (193 M pour DAZN, 780 M pour Sky), sont les deux acquéreurs en lice pour la période 2021-2024.

Le premier a fait une meilleure offre pour le lot principal, comprenant la diffusion des dix matches de chaque journée, dont sept en exclusivité, selon des médias italiens. La proposition globale, comprenant l'offre principale de DAZN et celle de Sky pour co-diffuser les trois autres matches, serait de l'ordre de 910 M EUR, ce qui constitue-

rait un soulagement pour la Serie A qui craignait un recul plus fort de ses revenus TV dans le contexte de la crise du coronavirus.

Mais aucune des deux offres n'a encore rallié le nombre de soutiens nécessaires (14) parmi les clubs.

Au-delà des droits TV des prochaines saisons, les divergences portent aussi sur un autre sujet qui occupe le football italien depuis quelques mois : l'entrée de fonds d'investissements privés dans la gestion des droits TV, une première en Italie, contre la promesse d'une entrée d'argent frais de quelque 1,7 milliard d'euros. Les clubs en ont adopté le principe à l'unanimité en novembre.

Mais plusieurs d'entre eux ne seraient désormais plus favorables à ce scénario, demandant de nouvelles discussions avec les fonds



concernés (CVC, Advent et FSD), selon plusieurs médias italiens. Ces discussions sensibles sur le financement des prochaines saisons interviennent alors que les grands clubs ont tous affiché des

pertes très importantes la saison dernière et en attendent d'autres cette saison, en raison des conséquences de la pandémie de Covid-19 (billetterie, sponsors, marchés des transferts).

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - JS KABYLIE

Opéré mardi, Mekideche entame sa rééducation

Le jeune défenseur central de la JS Kabylie, Nassim Mekideche, va entamer sa rééducation ce mercredi, moins de 24 heures après avoir été opéré d'un genou, a annoncé le club de la Ligue 1 de football.

"Mekideche a été opéré du ménisque mardi. L'intervention s'est très bien pas-

sée et il pourra entamer sa rééducation dès mercredi" a indiqué la direction Kabylie dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Issu de l'émigration, ce jeune axial, qui fêtera ses 21 ans au mois d'avril prochain, a décidé de passer sur le billard, pour mettre fin à un problème récurrent

à un genou. Le club n'a pas avancé de date précise concernant le retour à la compétition de ce joueur, mais tout semble indiquer que cela dépendra de l'évolution de sa rééducation. Pour rappel, Mekideche, qui relève encore de la catégorie "Réserve" est sous contrat avec le club du Djurdjura jusqu'en 2022.

LIGUE 1 - MONTPELLIER

Rechute confirmée pour Andy Delort

L'attaquant international algérien de Montpellier Andy Delort, sorti à la pause lors de la victoire en déplacement contre l'Olympique lyonnais (2-1) samedi dernier, a été victime d'une rechute de la lé-

sion qui l'avait éloigné récemment des terrains pendant quinze jours, rapporte la presse locale mardi. Selon France Bleu Hérault, les ischio sont de nouveau touchés au même endroit. Une

absence au moins aussi longue est à prévoir pour le buteur montpelliérain, qui manquerait donc Rennes, Reims et Lorient mais pourrait viser le derby contre Nîmes (14 mars) pour revenir.

Le champion d'Afrique 2019 s'était déjà blessé à ce niveau au mois de janvier dernier. Delort a été décisif avec son équipe cette saison avec 8e passes décisives et 9 buts en 19 apparitions avec le MHSC.

LIGUE 1 - USM ALGER

Le Burkinabè Belem passe la visite médicale

L'attaquant international burkinabè de l'USM Alger (Ligue 1 de football), Hamed Belem (21 ans), a passé la visite médicale d'usage après avoir paraphé son contrat d'une durée de deux ans et demi, a annoncé mardi le club algérois sur sa page officielle Facebook.

La formation usmiste a publié une vidéo montrant Belem à son arrivée au stade Omar-Hamadi (Bologhine) ainsi que des photos de son maillot rouge et

noir, floqué du numéro 13 au dos. "Je suis vraiment très content de m'engager avec l'USMA. L'ancien attaquant Balbone m'a beaucoup parlé de l'USMA, en me disant que c'est une très bonne équipe qui m'aidera à progresser et à aller très loin. Je dis aux supporters usmistes que je ne vais pas vous décevoir et que je ferai de mon mieux pour les satisfaire", a déclaré le nouvel attaquant burkinabè à l'issue de la traditionnelle visite mé-

dicale. Le contrat de l'ancien sociétaire du FC Rahimo (Div.1/Burkina Faso) court jusqu'en 2023. Il est arrivé lundi à Alger à bord d'un vol spécial en provenance du Mali, en compagnie de la délégation de la JS Kabylie, représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, qui s'est inclinée devant le Stade malien (2-1), en match aller des 16es de finale "bis", disputé dimanche à Bamako.

RÉFÉRENDUM DE L'UAPS

Bounedjah deuxième meilleur footballeur évoluant dans les championnats arabes

L'attaquant international algérien d'Al Sadd du Qatar, Baghdad Bounedjah, a pris la deuxième place du classement du meilleur footballeur arabe évoluant dans les championnats arabes de l'année 2020, selon les résultats du référendum annuel organisé par l'Union arabe de la presse sportive (UAPS), dé-

voilés mardi. La première place est revenue au Tunisien d'Al Ahly d'Egypte, Ali Maa-loul, alors que le Syrien Omar Al Souma (Al Ahly Djeddah) a terminé à la 3e place du podium.

Un autre algérien, Ryad Mahrez (Manchester City) s'est distingué lors de ce référendum annuel, en s'adju-

geant également la deuxième place du classement du meilleur joueur arabe exerçant dans les championnats étrangers, devancé par l'Égyptien Mohamed Salah (Liverpool). Le Marocain Achraf Hakimi (Inter Milan) complète le podium.

De son côté, le milieu de terrain algérien de l'AS Milan

Ismail Bennacer, auteur d'une bonne entame de saison s'est classé à la 5e position.

D'autre part, le club d'Al Ahly d'Egypte a remporté le titre de meilleur club arabe de l'année, lors de ce référendum auquel ont pris part 177 journalistes représentant 18 pays arabes dont l'Algérie.

PARLEMENT

Le Bureau du Conseil de la nation réitère son soutien à l'approche du Président Tebboune dans l'édification de la nouvelle République

Le Bureau du Conseil de la nation a réitéré son soutien à l'approche du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, allant dans le sens de l'édification de la nouvelle République, notamment par l'ouverture sur les différents acteurs politiques, indique mercredi un communiqué du Conseil de la nation.

Le Bureau du Conseil de la nation, réuni sous l'égide de son président par intérim, Salah Goudjil, et élargi aux présidents des groupes parlementaires et au questeur parlementaire, a tenu à "réitérer ses positions constantes et immuables de soutien à l'approche adoptée et suivie par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui, après s'être rétabli des suites de son infection à la Covid-19, poursuit ses missions nobles et historiques et son œuvre d'édification de la nouvelle République, notamment par l'ouverture sur les différents acteurs politiques", précise la même source. Le Bureau du Conseil de la nation estime que "cette ouverture est un autre indice positif et une preuve irréfutable de la volonté sincère du président de la République de résoudre la problématique structurelle qui a caractérisé la politique générale du pays et son redressement dans le cadre d'une méthodologie prospective et participative tendant à la moralisation de la vie publique et la concrétisation de la bonne gouvernance, en fournissant les garanties politiques et juridiques consensuelles à même d'enraciner la pratique démocratique, de manière à permettre au pays de s'orienter vers l'avenir en



toute confiance, de rétablir la confiance de la nation et de renforcer la cohésion sociale". En outre, la réunion du Bureau du Conseil de la nation a été consacrée à l'examen de "diverses questions liées au fonctionnement du Conseil dans le but d'améliorer les méthodes de travail et de relever le niveau de performance en matière d'exécution de l'activité parlementaire ainsi que l'examen du programme d'action des Commissions permanentes du Conseil, la situation des questions orales et écrites transmises au Bureau et la proclamation de la vacance du siège d'un membre du Conseil de la nation", ajoute le communiqué. Concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion et après étude de la situation des questions orales et écrites qui lui ont été transmises, le Bureau du Conseil de la nation a décidé de transférer 14 questions orales et 4 questions écrites au gouvernement, car elles "rem-

plissent les conditions réglementaires requises". Le Bureau du Conseil de la nation a proclamé à l'occasion la vacance du siège de M. Samir Kacimi, membre du Conseil de la nation représentant la wilaya de Blida, pour cause de décès et ce, conformément aux dispositions de la loi organique 19-08 relative à la loi électorale, notamment l'article 132, ajoute la même source. Au cours de cette réunion, le Bureau du Conseil de la nation a approuvé les propositions du programme d'action des commissions permanentes, notamment en matière de séances d'audition des membres du gouvernement et des missions d'information provisoires. Dans ce contexte, il a été décidé la tenue d'une séance d'audition du ministre des Mines, qu'organiserait la Commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation, autour du thème "la stratégie nationale de développement et de valorisation des ressources

minières en Algérie", le mardi 23 février 2021. Il a été, en outre, décidé la programmation d'une mission d'information provisoire de la Commission de l'équipement et du développement local au niveau de la wilaya de Médéa, le dimanche 28 février 2021. Par ailleurs et à l'occasion de la Journée nationale du Chahid, coïncidant avec le 18 février de chaque année, le Bureau du Conseil de la nation "s'incline avec respect et résignation à la mémoire de tous ceux qui ont fait le sacrifice suprême pour l'indépendance de l'Algérie et la libération de son peuple du joug colonial, un sacrifice pour lequel ils ont été bénis par Allah le Tout-Puissant qui leur a accordé gloire éternelle". A cette occasion, le Bureau du Conseil de la nation a estimé que "le processus d'édification et de construction en cours est un défi et une bataille sans fin, ce qui exige de nos valeureux jeunes filles et jeunes garçons de s'inspirer, en ce jour glorieux, du sacrifice de leurs aînés, les enseignants à même de leur permettre de persévérer dans la voie d'édification de la nouvelle République et de celle du renforcement de l'immunité et de la préservation du pays des dangers qui le guettent dans son environnement immédiat", conclut le communiqué.

FFS

Le président Tebboune est "réceptif et très à l'écoute"

Le conseiller du premier secrétaire du parti du Front des forces socialistes (FFS), Samir Bouakour a souligné mercredi que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune est "ouvert" à toutes les questions, "ne rejette" aucun débat et est "réceptif et très à l'écoute".

Dans un entretien accordé au journal électronique "La patrie news", M. Bouakour a indiqué que le Président Tebboune s'est montré, lors de l'audience qu'il a eue avec les dirigeants du FFS lundi dernier, "ouvert à toutes les questions, ne rejette aucun débat et donne la totale impression de vouloir bien faire".

Il a, dans le même cadre, rappelé que "l'institution militaire est une ligne rouge, absolument infranchissable, de même que l'unité de la patrie". M. Bouakour a également affirmé que le Président s'est montré, lors de cette audience, "réceptif et très à l'écoute des demandes formulées par son parti". Précisant que la rencontre

avec le président Tebboune a duré pas moins de deux heures et demi, le cadre dirigeant du FFS a estimé que même si "des mesures d'apaisement urgentes s'imposent, il s'agit avant tout de libérer les champs médiatiques et politiques" car, pour lui, "la parole n'est le plus souvent donnée qu'aux extrêmes".

"Une élection n'est dès lors pas une priorité pour le FFS, sachant que des préalables doivent être satisfaites auparavant", a-t-il déclaré, soulignant qu'un "vote ne se résume pas seulement au jour du scrutin". Revenu à ce propos sur le mouvement populaire le "hirak", M. Bouakour a rappelé que celui-ci "n'a jamais désigné de représentants, ni demandé à dialoguer avec le pouvoir".

"C'est là le rôle premier de l'élite politique", a-t-il soutenu, relevant que "la récupération dont il fait l'objet a fait de lui une nébuleuse et un instrument de régression tombé aux mains de ceux qui veulent à tenter l'Algérie".

EDUCATION NATIONALE

Les syndicats autonomes appellent au plafonnement du nombre des cours hebdomadaires des trois cycles

Les six (6) syndicats autonomes du secteur de l'Education ont appelé, mardi à Alger, au "plafonnement" du nombre des cours adoptés dans le cadre des plans exceptionnels élaborés par le ministère de l'Education nationale pour l'année scolaire 2020-2021 en raison de la pandémie de Covid-19 afin de permettre à l'enseignant d'accomplir sa mission convenablement.

"Le volume horaire, adopté actuellement dans le cadre des plans exceptionnels adoptés par le ministère de l'Education nationale en raison de la propagation de la Covid-19, a épuisé l'enseignant et l'empêche d'accomplir sa mission convenablement, particulièrement en ce qui concerne le cycle primaire", a souligné, dans ce sens, le Collectif des syndicats autonomes lors d'une conférence de presse. Appelant, à cet effet, au "plafonnement" des cours scolaires conformément à la situation sanitaire, les syndicats autonomes ont suggéré de "limiter les cours hebdomadaires à 20 cours pour le cycle primaire, 26 pour le cycle moyen et 22 pour le cycle secondaire".

Le Secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), Rouina Zoubir, a affirmé que l'école "souffrait d'un manque de moyens", en sus du "volume horaire qui épuise l'enseignant et qui a entraîné un grand nombre de congés maladies".

Le ministère de l'Education nationale avait mis en place récemment un plan exceptionnel pour la reprise des cours et l'organisation de la scolarité des élèves des trois cycles d'enseignement, prévoyant des mesures liées notamment à la répartition des élèves en groupes et sous-groupes de 20 à 24 élèves, à l'exception de certains groupes

où le nombre d'élèves est égal ou inférieur à 24. La durée de la séance d'enseignement a été, également, réduite à 45 minutes durant tous les jours de la semaine y compris mardi après-midi. A cette occasion, les six syndicats ont appelé à remédier aux dossiers "en suspens" dans le secteur, à savoir "les statuts des corps de l'éducation, les plans extraordinaires, la retraite, les libertés syndicales et les primes de zone pour les régions sud".

Concernant les statuts du personnel de l'éducation de 2008 modifiés en 2012, la Commission mixte installée pour examiner et remédier à ces dysfonctionnements a indiqué que "les résultats de ses travaux ne sont pas annoncés à ce jour", appelant à l'élaboration de statuts "équitablement" en matière de promotion et d'intégration de tous les corps.

Les syndicats ont appelé également à la réouverture du dossier de la retraite à la lumière d'un "dialogue sérieux et profond" avec les représentants des travailleurs et les fonctionnaires ainsi que l'amélioration du pouvoir d'achat pour garantir une vie digne au citoyen. Dans le même sens, ils ont réclamé "davantage de libertés syndicales" et l'actualisation des primes des zones du Sud, qui s'appliquent sur la base du salaire de base de 1989". Ces syndicats sont l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (SNAPEST), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (CNAPESTE).

MDN

ACTIVITÉS DE L'ANP

Arrestation de 50 narcotrafiquants et saisie de 359 kg de kif en une semaine

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté, en une semaine, dans diverses opérations, 50 narcotrafiquants et saisi 359 kg de kif, ainsi que 27.379 comprimés psychotropes, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont mené, durant la période du 10 au 16 février 2021, plusieurs opérations dont les résultats dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible de nos Forces Armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes", souligne le communiqué du MDN Ainsi, "dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions Militaires, (50) narcotrafiquants et saisi des quantités de kif traité s'élevant à (359) kilogrammes, ainsi que (27.379) comprimés psychotropes", précise le bilan opérationnel de l'ANP.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, (213) individus et saisi (28) véhicules, (81) groupes électrogènes, (46) marteaux piqueurs, (24) tonnes de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. A Ouargla, Ghardaïa, El-Oued, Constantine, Sétif, Batna, Mila, Mascara et Bordj Badji Mokhtar, ajoute la même source, (18) autres individus ont été arrêtés, et un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, (12) fusils de chasse, un (01) pistolet automatique, (5.490) unités de différentes boissons et (2.610) unités de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes.

De même, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (10.165) litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras. Dans un autre contexte, les Gardes-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (53) individus dont (10) marocains, à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Mostaganem et Ain Témouchent, alors que (108) immigrés clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Naâma, Ouargla, Ghardaïa et Adrar.

APS